



# 7<sup>e</sup> RENCONTRE AVEC LES ASSOCIATIONS D'AIDE ET DE VICTIMES

ACCUEIL ET  
ACCOMPAGNEMENT  
DES VICTIMES

EOGN MELUN – vendredi 6 juillet 2007





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## PREFACE

**de Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de l'intérieur,  
de l'outre-mer et des collectivités territoriales**

Trop longtemps négligées, les victimes ont été replacées depuis cinq ans au cœur des politiques publiques de sécurité. Il faut progresser encore. Nous le ferons ensemble. L'efficacité de la sécurité et de la protection des victimes dépend en effet, d'une chaîne de la sécurité dont chaque maillon doit être solide et reconnu. Les élus, les associations de victimes et d'aide aux victimes, les éducateurs de prévention et de probation, les policiers, les gendarmes, les magistrats représentent l'ensemble de ces maillons. Chacun dans son domaine d'activité peut grâce à une bonne coordination des efforts mieux prévenir, accompagner, informer, protéger tous ceux que la vie a exposé aux actes de violence et aux discriminations. Tel est et sera le sens de mon action à la tête du Ministère de l'Intérieur.

La journée nationale des associations de victimes et d'aide aux victimes qui nous a réunis le 7 juillet 2007 à l'Ecole de officiers de la Gendarmerie Nationale de Melun, fut l'occasion de rappeler les objectifs que nous poursuivons ensemble, et de souligner le rôle éminent des associations aux côtés de l'État. La Délégation aux victimes est votre interlocuteur quotidien, attentif et disponible.

Demain, la nouvelle loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure concrétisera l'effort conséquent que la Nation consacrera dans les années à venir, tant pour prévenir et réduire le phénomène criminel que pour améliorer le taux d'élucidation des affaires, l'accueil et l'écoute des victimes au sein des services de police et des unités de gendarmerie.

A chacune et à chacun d'entre vous, je veux redire ici l'expression de ma gratitude pour le travail accompli et celle de mon engagement déterminé pour celui qui nous attend au service de l'écoute, de l'accompagnement et de la protection des victimes et de la sécurité des Français.



## 7<sup>e</sup> rencontre avec les associations d'aide et de victimes 6 juillet 2007 – EOGN de Melun

### SOMMAIRE

**Préface de Madame Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.**

↳ **Accueil par le général de brigade Joël DELPONT, commandant l'école des officiers de la gendarmerie nationale.**

↳ **Discours d'ouverture**

- Discours du général d'armée Guy **PARAYRE**, directeur général de la gendarmerie nationale.
- Discours de M. Frédéric **PECHENARD**, directeur général de la police nationale.

↳ **Interventions des grands témoins**

#### L'accueil et l'accompagnement des victimes au ministère de l'intérieur

- Interventions du lieutenant-colonel Pierre **GAZAN** et de Mme Catherine **FAURE**, contrôleur général de la police nationale, de la délégation aux victimes.
- Intervention de M. Hubert **WEIGEL**, directeur central adjoint de la sécurité publique.
- Intervention du général de brigade Jean-Yves **SAFFRAY**, sous-directeur de la sécurité publique et de la sécurité routière.
- Intervention de M. Frédéric **MALON**, commissaire divisionnaire, chef de l'office central de répression des violences aux personnes.

#### L'avocat et la victime

- Intervention de Mme Véronique **ESCOLANO**, substitut général près la cour d'appel de Lyon, en tant que modérateur de la table ronde.
- Intervention de Maître Andréanne **SACAZE**, membre du barreau d'Orléans.
- Intervention de Maître Emeric **GUILLERMOU**, membre du barreau de Toulon et de l'union nationale des associations de familles de traumatisés crâniens.

#### L'accompagnement de la victime au procès

- Intervention du Mme Marielle **THUAU**, chef du service de l'accès au droit et à la justice et de la politique de la ville au ministère de la justice.
- Intervention de M. Alain **BOULAY** de l'association « Aide aux Parents d'Enfants Victimes ».
- Intervention de Mme Isabelle **BOUCLON** de l'association « SOS femmes: Villeurbanne Informations Femmes Familles ».

↳ **Discours de Mme Rachida DATI, garde des Sceaux, ministre de la justice.**

↳ **Discours de clôture de Mme Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.**

↳ **Liste des associations présentes.**



## **Accueil par le Général de brigade Joël DELPONT**

### **Commandant l'école des officiers de la gendarmerie nationale**

Mon Général,  
Monsieur le Directeur Général de la Police Nationale,  
Mesdames, Messieurs,

La gendarmerie a été chargée cette année de l'organisation de la 7<sup>e</sup> rencontre avec les associations d'aide aux victimes et de victimes d'infractions.

Elle a choisi de vous accueillir à l'école des officiers de la gendarmerie nationale et c'est à ce titre que je suis très honoré de vous recevoir aujourd'hui dans cette enceinte.

Cette grande école militaire et de service public assure la formation initiale de tous les officiers servant en gendarmerie, qu'ils soient responsables de la conception du service, de la mise en œuvre des moyens opérationnels ou du soutien technique et administratif des unités. Elle prend aussi à sa charge un pan de la formation continue, notamment celle des commandants de compagnie de gendarmerie départementale, échelon de commandement en gendarmerie qui se situe au niveau de l'arrondissement administratif.

Pour l'année scolaire 2006-2007, ce sont plus de 1250 élèves-officiers, officiers-élèves, aspirants et officiers stagiaires qui auront suivi une formation au sein de cette école.

Pour tous les officiers de carrière, l'enseignement dispensé s'échelonne sur une période de deux ans. Leur recrutement est très diversifié. Chaque promotion compte environ 150 personnels dans ses rangs. Ils proviennent, pour la grande moitié d'entre eux, des grandes écoles militaires comme Saint Cyr, l'Ecole navale, l'Ecole de l'air ou d'un concours externe, ouvert aux titulaires d'un master ou d'un diplôme d'un institut d'études politiques, et pour l'autre moitié d'un concours interne. Nos officiers-élèves sont tous titulaires d'un niveau master à leur sortie d'école.

Les aspirants de gendarmerie, issus du volontariat, suivent quant à eux une formation de trois mois au sein de l'école et les officiers sous contrat une formation de six mois.

Durant leur scolarité, nos élèves reçoivent une formation de haut niveau pour leur permettre de bien appréhender les demandes des victimes, que ce soit au moment de la prise de la plainte ou dans le dialogue qui s'instaure naturellement et le plus humainement possible avec les enquêteurs.

Nos officiers sont sensibilisés sur la nécessité de personnaliser leurs contacts avec les victimes et les familles de victimes et ce en conformité avec la charte de l'accueil et de l'accompagnement des victimes et les règles de déontologie en vigueur en gendarmerie.

Cette formation est à nos yeux d'autant plus importante que, depuis l'été 2006, un grand nombre d'entre eux prennent à la sortie de l'école un commandement de communautés de brigades ou de brigades autonomes importantes. D'autres encore rejoignent des unités de recherche ou de sécurité routière ou des escadrons de gendarmerie mobile.

Tous sont donc amenés dans leurs différentes fonctions à prendre toute la dimension humaine du contact avec une victime ou une famille de victime.

Je vous renouvelle donc mes vœux de bienvenue et je souhaite que les travaux de cette journée soient pour vous riches et constructifs.

Je vous remercie de votre attention.





## **Ouverture de la 7<sup>e</sup> rencontre des associations d'aide et de victimes par le Général d'armée Guy PARAYRE**

**Directeur général de la gendarmerie nationale**

Mesdames, Messieurs,  
Chers amis,

Je voudrais tout d'abord me réjouir de vous voir si nombreux aujourd'hui et d'ouvrir cette rencontre avec Frédéric Péchenard, le directeur général de la police nationale.

Je voudrais remercier le général Delpont et l'école des officiers de la gendarmerie nationale pour l'accueil et l'organisation matérielle de cette manifestation. Je voudrais enfin remercier la délégation aux victimes en la personne de ses chefs, le contrôleur général de la police nationale Catherine Faure et le lieutenant-colonel Pierre Gazan.

Cette journée de rencontre fête cette année sa 7<sup>e</sup> édition, l'âge de raison. Cette pérennité est non seulement, pour moi, le gage d'un plaisir toujours renouvelé, mais aussi la preuve qu'elle correspond à un besoin, même à une nécessité.

Je me félicite que nous ayons su installer ce rendez-vous annuel pour réfléchir, ensemble, aux évolutions à conduire en matière d'aide aux victimes.

La première aide à fournir aux victimes, c'est de limiter leur nombre. A ce titre, le recul continu de la délinquance depuis 2002, confirmé en 2006 comme depuis le début de l'année 2007, signifie que ce sont plus de 1.200.000 victimes qui ont été épargnées en cinq ans.

Ces résultats, nous les devons bien sûr aux efforts des gendarmes et des policiers mais nous les devons aussi aux dispositifs de prévention et de répression qui doivent laisser le moins d'espace possible à la commission, malheureusement souvent répétée, d'infractions.

Cela explique tout l'intérêt que nous portons en amont aux partenariats avec les acteurs de la vie publique et sociale, et en aval aux évolutions des dispositions pénales.

Mais ce bilan, pour satisfaisant qu'il soit dans sa globalité, n'est pas sans nous alerter sur des phénomènes dont l'ampleur a crû fortement, récemment et rapidement. Je veux parler des atteintes physiques, qui font que parmi les victimes celles qui sont touchées dans leur intégrité physique sont bien plus nombreuses qu'avant. Je veux parler aussi des violences intrafamiliales auxquelles nous devons faire face de plus en plus souvent. Cette double préoccupation est renforcée par le développement d'une violence gratuite, exprimée sans raison particulière, et contre laquelle il est plus difficile de lutter.

Ces zones d'ombre montrent qu'il reste beaucoup de travail, même si de nombreuses actions sont déjà engagées.

Les actions menées depuis l'année dernière : nous avons parlé du rôle fondamental de la formation : ce ne sont pas moins de 10 interventions que vous (les associations) aurez réalisées dans les écoles de gendarmerie en 2007 contre 3 seulement en 2006.

Près de 4300 personnels de la gendarmerie ont été formés en 2006 à l'accueil du public et à la prise en compte des victimes. L'effort est reconduit en 2007.

Nous avons parlé du partage des bonnes pratiques : une cellule « assistance aux victimes » a été créée au sein de la direction générale de la gendarmerie pour rendre notre action en faveur des victimes plus lisible et plus efficace.

Outre la mission de recensement et de diffusion des bonnes pratiques locales en matière d'accueil et d'aide aux victimes, cette cellule est également le point de contact de la délégation aux victimes à la direction générale de la gendarmerie.

Nous avons parlé d'accessibilité aux services : les restructurations ou constructions de nouvelles casernes sont désormais conçues pour permettre un accueil individualisé et plus confidentiel.

Les unités de terrain sont invitées avec force à aménager en permanence leur mode de fonctionnement et les heures de libre accès aux services afin de mieux répondre aux besoins de la population.

Nous avons parlé des travailleurs sociaux : là aussi les choses ont bien avancé : chaque région de gendarmerie devrait bénéficier d'un travailleur social avant la fin de l'année. 12 postes sont déjà honorés et 7 sont en cours de finalisation. L'intérêt et la pertinence de ce dispositif ont déjà pu faire leurs preuves et bénéficier d'un large consensus.

Nous avons parlé des violences intrafamiliales : outre des actions de formation et un réseau de personnels particulièrement formés à ce type de violence, 6 protocoles - déclinant localement la convention signée le 6 mars 2006 entre le ministre de l'Intérieur, la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) et le Centre National d'Information sur le Droit des Femmes et de la Famille (CNIDFF) - ont été conclus avec les associations dans ce domaine spécifique.

Nous avons enfin parlé d'évaluation de nos pratiques : là aussi nous continuons de progresser. L'accueil est maintenant une rubrique à part entière de notre plan d'action. L'évaluation de la qualité de l'accueil et de la réponse de la gendarmerie est obtenue par la synthèse d'éléments comme les délais de réponse au téléphone ou d'intervention sur le terrain, et comme les enquêtes de satisfaction auprès des usagers ou les contrôles inopinés et anonymes qui sont désormais menés. L'analyse des résultats obtenus et les enseignements à en tirer feront, chaque année, l'objet d'une réflexion commune avec la police nationale.

D'ailleurs, vous le comprenez bien et le voyez bien à travers ces rencontres, la coopération entre nos deux forces, la gendarmerie nationale et la police nationale, continue de se renforcer.

Pour conclure, je voudrais simplement dire que le but de mon propos était de vous montrer, s'il en était besoin, que nous sommes engagés dans un travail de fond, permanent et déterminé, pour donner aux victimes toute la place qu'elles doivent avoir, mais que nous avons besoin de votre engagement à nos côtés.

Mesdames, Messieurs, je suis convaincu que cette journée sera constructive. Je ne doute pas qu'elle nous permette d'avancer sur les thèmes inscrits à l'ordre du jour et que le directeur général de la police nationale vous présentera dans un instant.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite bon courage pour vos travaux.



## **Ouverture de la 7<sup>e</sup> rencontre des associations d'aide et de victimes par M. Frédéric PECHENARD**

**Directeur général de la police nationale**

Mesdames, Messieurs,

Je suis particulièrement heureux et honoré d'ouvrir aujourd'hui avec le directeur général de la gendarmerie nationale, la 7<sup>e</sup> journée des associations d'aide aux victimes et de victimes.

Je sais que cette journée est importante pour vous comme elle l'est pour les policiers et les gendarmes. Elle est devenue une institution, la pierre angulaire des relations entre le monde associatif, les victimes et le ministère de l'intérieur. C'est l'occasion aussi pour chacun d'entre nous, de se rencontrer, d'échanger, et de se fixer des axes de travail pour les mois à venir.

Mon parcours professionnel m'a conduit à de nombreuses reprises à recevoir des victimes ou leur famille. Je connais toute l'importance de cet instant où l'on accueille, où l'on écoute, où l'on assiste. Cet instant primordial qui tisse la relation entre le policier et la victime ou sa famille. Cet instant où une victime se confie, attend d'être épaulée. Ce moment si fragile qu'il ne faut pas gâcher par un comportement inadapté.

C'est sans doute pour ce motif que j'attache une attention toute particulière à l'accueil des victimes. Il s'agit là d'une vraie mission de police au sens noble du terme. Bien accueillir, c'est créer avec la victime cette relation indispensable qui fera que l'enquête policière se déroulera dans des conditions optimales de confiance et d'efficacité.

Mais s'occuper des victimes, c'est aussi faire reculer la délinquance et vous l'avez très justement souligné monsieur le directeur général. Ce n'est pas neutre. Cela veut dire que des vies ont été préservées, des malheurs évités. Je continuerai à mobiliser l'ensemble des policiers avec cet objectif constant d'assurer la sécurité de chacun.

J'ai évoqué tout à l'heure mon passé professionnel à la tête de la police judiciaire parisienne. A ce titre, je suis convaincu de l'intérêt de la police technique et scientifique dans l'enquête au service des victimes. Elle va être à la demande du ministre renforcée et développée afin que toutes les pistes d'un dossier soient exploitées, afin que tous les recoupements judiciaires soient tentés.

Cette journée que je partagerai avec vous est placée sous le thème de l'accueil et l'accompagnement des victimes.

Tout d'abord les représentants de la délégation aux victimes, le contrôleur général Catherine Faure et le lieutenant-colonel Pierre Gazan vous présenteront le dispositif mis en place afin d'évaluer la qualité de l'accueil dans les services de police et unités de gendarmerie.

En effet, le ministère de l'intérieur s'est engagé dans une démarche qualité en matière d'accueil. Désormais, l'accueil des commissariats de police et unités de gendarmerie est évalué de manière anonyme et inopinée. A ce jour la police nationale a procédé à près de 60 contrôles. Les résultats de ces évaluations permettront d'impulser une nouvelle dynamique en faveur de l'accueil.

Au-delà de l'amélioration de l'accueil dans les services de police, c'est un véritable accompagnement qui se met désormais en place. L'objectif clairement avoué est de ne pas abandonner la victime après son dépôt de plainte, mais de l'orienter, la conseiller, la soutenir dans les démarches qui l'attendent.

Ce travail d'accompagnement n'est pas un travail policier au sens strict du terme. Il doit être pris en relais par des professionnels. Je pense notamment aux travailleurs sociaux qui exercent au sein même des commissariats de police, mais également aux permanences d'association.

Je pense aussi aux 28 psychologues que la direction générale de la police nationale et la préfecture de police ont recrutés et qui exercent leur compétence au sein même des services. Le directeur central adjoint de la sécurité publique, Monsieur Hubert Weigel et le général Jean-Yves Saffray, sous-directeur de la sécurité publique et de la sécurité routière vous présenteront cette nouvelle façon d'aborder l'accueil.

Enfin, je voudrais souligner le rôle à mon avis essentiel de la formation dans le dispositif destiné à améliorer la qualité de l'accueil. La direction de la formation de la police nationale a placé cette thématique au cœur de la rénovation de la scolarité des gardiens de la paix. Dans ce cadre-là les écoles de police et centres de formation ont toute latitude pour faire intervenir des représentants associatifs et je m'en félicite.

A la mi-juin, près de 4700 fonctionnaires affectés à des postes d'accueil ont effectué un stage spécifique, 1300 enquêteurs ont bénéficié d'une formation à la prise en compte des victimes.

Après avoir été accueillie et prise en charge, la phase de l'enquête judiciaire, est essentielle pour la victime ou sa famille. L'an passé, un nouvel office a été créé au sein de la direction centrale de la police judiciaire. Le responsable de l'office central de répression des violences aux personnes, le commissaire divisionnaire Frédéric MALON sera là afin de vous parler des sujets suivis par son service. Il évoquera également toute la difficulté de concilier accueil des victimes et enquête judiciaire.

Le deuxième atelier sera placé sous le signe de la défense des victimes. L'avocat est souvent un acteur majeur de leur accompagnement. Comment la défense s'élabore-t-elle ? Quel est le rôle de l'avocat à l'audience ? Comment accompagner la victime après la décision judiciaire ? Deux avocats, maître Emeric Guillermou et maître Andréanne Sacaze interviendront successivement et aborderont avec vous des aspects civils et pénaux de l'indemnisation.

Comme vous allez le constater, cette 7<sup>e</sup> rencontre laisse une place importante à l'action du ministère de la justice. Elle est le signe d'une nécessaire ouverture et continuité du travail des deux ministères en matière d'aide aux victimes et j'y suis particulièrement attaché.

La dernière partie de la journée sera consacrée à l'accompagnement de la victime au procès. C'est en effet une étape importante pour la victime ou sa famille. C'est également une épreuve. Des dispositifs d'accompagnement existent désormais, notamment lors des procès d'assises. Les réseaux associatifs sont très actifs dans ce domaine. Pour en parler Monsieur Alain Boulay, Président de l'association « aide aux parents d'enfants victimes » et Madame Isabelle Bouclon, directrice du service d'aide aux victimes de l'association d'aide aux victimes VIFF de Villeurbanne (Villeurbanne Informations Femmes Familles).

Enfin, le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, en présence du ministre de la justice, garde des Sceaux, clôturera cette série d'interventions.

Je voudrais à mon tour remercier le général Joël DELPONT, directeur de l'école des officiers de la gendarmerie de Melun qui nous accueille.

Je voudrais également saluer les membres de la délégation aux victimes pour l'organisation de cette journée et pour la mise en œuvre de cette politique d'aide aux victimes si nécessaire au sein du ministère de l'intérieur.

Enfin et surtout, c'est à vous acteurs au quotidien de l'aide aux victimes : associations, magistrats, policiers, gendarmes, travailleurs sociaux, psychologues, que je souhaite adresser mes plus sincères félicitations pour le travail réalisé et mes encouragements pour celui que nous poursuivrons ensemble.

Je vous remercie et vous souhaite de bons travaux.





## Intervention du Lieutenant-colonel Pierre GAZAN

### Délégation Aux Victimes

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

L'ensemble des membres de la délégation aux victimes est heureux de vous accueillir en cette 7<sup>e</sup> rencontre avec les associations d'aide et de victimes, malgré un calendrier un peu contraint pour tous.

Nous vous remercions vivement d'être parmi nous, d'autant plus que cette année madame le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales a souhaité ardemment, non seulement venir à vous, mais également a proposé à madame le Garde des Sceaux, ministre de la justice de participer à cette journée.

En effet, le thème de cette année étant l'accueil et l'accompagnement des victimes, il s'agit bien de replacer ces dernières au cœur de la machine judiciaire à laquelle elles peuvent être confrontées, du dépôt de plainte jusqu'à la décision judiciaire en passant par la phase de l'enquête pénale et les différents acteurs concernés : policiers et gendarmes, mais également avocats et magistrats, et bien entendu le monde associatif.

Si vous le permettez, dans un premier temps je vais très brièvement replacer la DAV dans son contexte missions/réalisations :

La délégation aux victimes (DAV) inaugurée en octobre 2005, est une structure à vocation nationale et permanente, et elle relève bien du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales. Elle est composée de trois policiers et de trois gendarmes. A ce titre, étant amené à quitter la délégation dans quelques semaines je souhaitais très simplement vous présenter mon successeur, le chef d'escadron Eric PANLOUP ici présent, qui prendra ses fonctions et les dossiers qui étaient les miens à compter du 1er août dans moins d'un mois maintenant...

La DAV a donc été mise en place plus particulièrement pour proposer et conduire les priorités d'actions destinées à la mise en œuvre d'une politique dynamique et opérationnelle d'aide aux victimes au sein du ministère.

Elle est en quelque sorte un «guichet unique», véritable interface entre les particuliers victimes, les associations, les différents ministères (justice, santé, transport etc.) et les institutions en tant que de besoin et de tout niveau (conseils nationaux, haute autorité, fonds de garantie etc.), ciblant son cœur de métier sur l'accueil et l'information des victimes.

D'où ses missions détaillées dans la fiche qui vous a été remise :

- **en interne**, de proposer des actions, des méthodes et des outils adaptés à l'amélioration et la prise en compte des victimes dans les services relevant de l'autorité du ministre de l'intérieur. La délégation participe à la diffusion des bonnes pratiques. Elle assure le suivi du traitement des incidents et des réclamations. Elle peut être consultée sur les programmes de formation initiale et continue des policiers et gendarmes.

- **en externe**, d'entretenir des liens étroits et permanents avec l'ensemble des associations de victimes et d'aide aux victimes en analysant et relayant leurs attentes. Par ailleurs, elle inscrit l'action du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales dans une démarche partenariale avec les administrations et institutions impliquées dans l'aide aux victimes.

La délégation aux victimes a donc une première et importante mission : faire évoluer les mentalités Elle a une fonction éminemment opérationnelle afin que la victime soit placée au cœur de la politique de sécurité.

En 2006, première année pleine de fonctionnement, la DAV a travaillé en direction des associations :

- 61 associations ont été reçues, 194 réponses écrites leur ont été adressées.
- La DAV a reçu 34 victimes et adressé à des particuliers 471 courriers réponses.
- En vue du traitement de ces dossiers près de 900 contacts par voie téléphonique ou électronique ont été nécessaires avec les services de police et de gendarmerie.
- Enfin 45 actions d'information ont été menées par les membres de la DAV auprès des écoles, associations ou dans le cadre de colloques.

La DAV a également diffusé des recommandations aux services de police et de gendarmerie dans le domaine des non représentations d'enfants et dans le cadre de la lutte contre les discriminations et l'homophobie. Ces recommandations ont été reprises sous forme de notes de service dans les directions.

La délégation aux victimes a développé en 2006 un travail autour des violences au sein du couple. A ce titre a été signée le 7 mars 2006 une convention entre le ministère de l'intérieur et deux réseaux associatifs spécialisés dans le domaine des violences conjugales (la fédération nationale solidarité femmes et le centre national d'information aux droits des femmes et des familles). Par ailleurs, la DAV a réalisé pour l'année 2006 une enquête nationale sur les décès au sein du couple qui a été reprise par la ministre déléguée à la parité lors de la communication en conseil des ministres du 22 novembre dernier.

En matière d'accueil, elle a assuré le suivi des propositions formulées par l'inspection générale de l'administration dans le cadre des modalités d'évaluation de la qualité de l'accueil dans les services de police et unités de gendarmerie. Une circulaire, signée le 3 juillet 2006 par le ministre d'Etat, a fixé les grandes orientations en matière d'accueil et défini un programme de travail. La délégation a initié et piloté les travaux relatifs à la mise en place des contrôles anonymes et inopinés destinés à évaluer la qualité de l'accueil.

C'est donc ce grand et récent chantier de la délégation, que je vous propose maintenant d'examiner plus en détail, avec Mme le contrôleur général Catherine FAURE de la délégation aux victimes.

Je vous remercie de votre attention.



## **Intervention de Mme Catherine FAURE, Contrôleur général de la police nationale**

### **Délégation Aux Victimes**

Mesdames, Messieurs,

J'aimerais vous dire, tout d'abord, le plaisir que j'éprouve à vous retrouver car cela fait maintenant plus d'un an et demi que nous collaborons ensemble. Je retrouve dans cette salle des personnes avec lesquelles nous avons travaillé tout au long de l'année et je suis ravie qu'aujourd'hui, nous puissions échanger sur le thème de l'accueil et de l'accompagnement des victimes. Je tenais à vous remercier pour tout ce que vous avez fait et que vous ferez encore avec nous.

L'évaluation de la qualité de l'accueil est un dispositif nouveau qui va probablement conditionner la manière dont les gendarmes et les policiers vont accueillir demain. Les forces de sécurité intérieure accueillent d'ores et déjà dans de bonnes conditions le public et les victimes mais l'objectif est qu'elles rendent demain un service de meilleure qualité.

#### **Pourquoi évaluer l'accueil ?**

Il existe une unanimité sur la question de l'accueil : tout le monde s'accorde à considérer que cette démarche vis à vis du public et des victimes est importante, voire déterminante. Une fois ce constat établi, nous ne sommes guère en mesure d'évaluer le service produit. C'est la raison pour laquelle, il fallait, en s'appuyant sur les bases juridiques multiples et déjà existantes, imaginer des outils.

Quelles sont ces bases juridiques sur lesquelles s'appuie le dispositif d'évaluation de la qualité de l'accueil ?

- La loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure (LOPSI) du 29 août 2002, qui affirme que l'accueil, l'information et l'aide aux victimes sont pour les services de sécurité une priorité.
- La charte de l'accueil du public et de l'assistance aux victimes du 3 octobre 2003, diffusée et affichée dans tous les services de police et unités de gendarmerie depuis le 15 janvier 2004.
- Le règlement général d'emploi de la police nationale du 6 juin 2006 qui prévoit, dans deux articles, que la hiérarchie et les fonctionnaires actifs de la police nationale portent une attention particulière à l'accueil du public et des victimes, conformément à la charte.

Ainsi, l'accueil est un concept réglementé par des textes, fixant des obligations et des résultats.

L'accueil fait également l'objet de formations, tant initiales que continues. Elle est une thématique largement abordée dans le cursus des fonctionnaires de police, puisque 4 700 policiers ont été formés spécifiquement à l'accueil et plus de 1 300 enquêteurs ont suivi une formation aux auditions des victimes les plus vulnérables.

Des audits sur l'accueil et son évaluation ont été menés en 2005 et 2006 et les conclusions vous avaient été présentées lors de précédentes rencontres. Ils mettaient en exergue que la police et la gendarmerie nationales avaient consenti d'importants efforts mais que, globalement, l'accueil restait au sein des forces de sécurité une préoccupation et non une priorité. Pourtant, l'accueil est une vraie mission de police et c'est ainsi que l'ensemble des policiers et des gendarmes doit le ressentir. Il est tout aussi important de bien accueillir la victime qui s'adresse à nous que d'interpeller le délinquant.

#### **Quelles ont été les suites de ces audits?**

Les préconisations de ces audits ont été reprises dans une instruction que le ministre de l'intérieur a adressée aux responsables de la police et de la gendarmerie le 3 juillet 2006.

Ce texte prévoit la généralisation de bonnes pratiques en matière d'accueil, la définition d'indicateurs de la qualité de l'accueil et l'utilisation de nouvelles techniques d'évaluation, **les contrôles anonymes et inopinés**.

### **La mise en œuvre des contrôles anonymes et inopinés**

Il a été initié une procédure originale et unique. La méthode établie et retenue est identique pour la gendarmerie, la police et la préfecture de police de Paris. La même procédure d'évaluation est ainsi utilisée afin d'obtenir une vision globale de la manière dont les fonctionnaires de police et les militaires de la gendarmerie, quelque soit leur lieu d'affectation, accueillent le public.

Cette procédure est rigoureuse puisque des questionnaires très précis ont été élaborés pour cibler les dysfonctionnements de l'accueil là où on ne les imagine pas. Ces questionnaires feront l'objet d'une exploitation par la délégation aux victimes.

Ces contrôles relèvent d'une démarche qualité. Le but affirmé n'est pas de pointer les dysfonctionnements et de sanctionner les unités ou services fautifs mais d'évaluer globalement la qualité de l'accueil afin de l'améliorer.

Enfin, ces contrôles sont rapides et fréquents. Depuis le 1er janvier 2007, 60 contrôles pour la police et 175 pour la gendarmerie ont été réalisés.

### **Les acteurs**

Cette mission a été confiée aux inspections de la police et de la gendarmerie nationales.

Très rapidement, les échelons déconcentrés (régions de gendarmerie et direction centrale de la sécurité publique) vont y être associés.

### **Les types d'évaluation**

Quatre types d'évaluation ont été proposés.

- L'évaluation sur site, dans les commissariats et les brigades de gendarmerie. Ce sont les conditions matérielles d'accueil, les locaux et les personnels qui sont évalués.
- L'enquête de satisfaction lors du contrôle sur site. Un formulaire est remis aux usagers afin qu'ils puissent s'exprimer sur l'accueil qui leur a été réservé.
- L'évaluation de l'accueil téléphonique : l'évaluateur contacte téléphoniquement une unité ou un service, à plusieurs reprises et à des moments différents, et par le biais d'un ensemble de questions apprécie l'accueil réservé au public. Ce contrôle est totalement anonyme.
- L'évaluation a posteriori : lors du contrôle sur site, l'évaluateur se fait remettre un ensemble de plaintes et prend ensuite contact avec la victime pour recueillir son sentiment sur l'accueil et la prise en charge dont elle a bénéficié. Plus de 200 victimes ont été contactées par les évaluateurs de la police nationale.

### **L'exploitation des enquêtes**

La hiérarchie est informée de ces contrôles et peut, le cas échéant, prendre des mesures pour améliorer l'accueil dans ses services.

La délégation aux victimes récupérera l'ensemble des données afin d'en établir une synthèse et aboutir à une enquête nationale sur la qualité de l'accueil dans les services de police et unités de gendarmerie.

Cependant la qualité de l'accueil ne dépend pas exclusivement de la police ou de la gendarmerie. Les travailleurs sociaux, les psychologues, les associations tenant des permanences dans les locaux de police ou de gendarmerie contribuent largement à cette qualité. Ces dispositifs vont vous être maintenant présentés.

Je vous remercie.



## **Intervention de M. Hubert WEIGEL**

### **Directeur central adjoint de la sécurité publique**

Mesdames, Messieurs,

Les directeurs généraux de la gendarmerie et de la police nationales ont mis en exergue, dans leurs discours, l'impulsion qui est désormais mise sur la qualité de l'accueil, de l'accompagnement et de l'aide aux victimes qui sont reçues dans nos unités et services. Les intervenants précédents ont développé les techniques qui, au fil du temps, se sont mises en œuvre, les bonnes pratiques qui sont diffusées ainsi que les méthodes d'évaluation.

Il me revient de vous exposer comment l'accueil, l'accompagnement et l'aide destinés aux victimes se sont organisés au sein de la direction centrale de la sécurité publique (DCSP).

La DCSP est la police de la paix publique, agissant au quotidien, 24h/24h, au contact permanent du citoyen-citadin grâce à son maillage territorial. Elle s'appuie sur 102 directions départementales, 418 circonscriptions de sécurité publique et 1 200 points d'accueil (postes de police ou commissariats). Nous avons, dans notre zone de compétence, près de la moitié de la population française (soit 30 millions d'habitants), étant entendu que la préfecture de police est une entité policière spécifique qui dispose d'une compétence de sécurité publique sur la zone de Paris intra-muros. La sécurité publique a 90 % de la population des zones urbaines sensibles, assure 88 % de l'activité de police judiciaire de la police nationale et traite 90 % des opérations de maintien de l'ordre.

Pour autant, étant en contact permanent avec la population, elle assure, depuis la mise en place de la politique de la ville, 4 réunions partenariales par semaine et par circonscription.

C'est un service public qui intervient dans l'urgence, au cœur de la détresse humaine et sociale et qui s'est inscrit, depuis le début des années 1980, dans la dynamique de la politique de la ville, tant au niveau de la prévention de la délinquance qu'à celui de l'amélioration de l'accueil des victimes.

C'est pourquoi le dispositif, aujourd'hui en plein essor, des travailleurs sociaux et psychologues travaillant dans les commissariats de police a lentement germé (I) puis s'est affirmé en se structurant et en se diversifiant (II) pour devenir une composante incontournable et précieuse de l'accueil et de l'accompagnement des victimes dans nos services (III).

#### **I - Un dispositif qui a lentement germé**

La sécurité publique s'est impliquée dès le début dans le développement de la politique de la ville. L'apprentissage de ce travail partenarial, réalisé dans les CCPD, CLS et CLSPD, a progressivement amené la police nationale et les différents acteurs sociaux à mieux se connaître et à travailler ensemble.

Parallèlement la dynamique de développement des associations de victimes a incité les pouvoirs publics à porter une attention plus affirmée tant à l'accueil qu'à l'accompagnement des victimes.

C'est ainsi que les locaux d'accueil dans les commissariats se sont transformés : humanisation et confidentialité sont devenues des priorités.

C'est ainsi aussi, qu'au tout début des années 1990, quelques directeurs départementaux de la sécurité publique pionniers (Luc RUDOLPH à Chartres) ont réussi à installer dans leurs commissariats un travailleur social tandis que les premières associations d'aide aux victimes pouvaient monter des permanences dans certains services de police.



## **II- Un dispositif qui s'est affirmé en se structurant et en se diversifiant :**

### *A/ Une professionnalisation de l'accueil dans les services de police*

Il a été évoqué précédemment le rôle de la formation initiale et continue dans l'amélioration de l'accueil. Près de 4 700 policiers ont été spécialement formés à l'accueil et 1 302 enquêteurs ont été formés à l'audition de victimes particulièrement touchées.

La structuration des services de sécurité publique s'est articulée autour d'un officier référent au sein de chaque DDSP, appuyé par des officiers «correspondants d'aide aux victimes».

### *B/ Des locaux dédiés aux permanences assurées par les associations d'aide aux victimes dans les commissariats :*

Au delà de la professionnalisation, il y a eu la volonté affichée de dédier au sein des commissariats des locaux où les associations ont la possibilité d'assurer des permanences (54 départements concernés - 120 circonscriptions).

### *C/ La montée en puissance des travailleurs sociaux affectés dans les commissariats :*

Actuellement, il y en a 40 dans 37 circonscriptions.

#### 1/ les textes

- début des années 90, 4 conventions étaient signées entre les collectivités locales/DDSP sur 4 sites.
- décision du conseil de sécurité intérieure du 19/04/99 qui développait l'expérimentation sur 8 sites.
- circulaire du 17/10/2000 prévoyait une extension de cette expérimentation.
- circulaire interministérielle du 1/08/2006 complétée par une instruction DGPN/DGGN du 19/12/2006 a étendu le dispositif avec un cofinancement Etat (délégation interministérielle à la ville) /collectivités locales (conseils généraux et mairies).
- convention de partenariat DGPN/A.N.I.S.C.E. du 30/11/2006.

#### 2/ les missions

- évaluer la nature des besoins sociaux révélés par l'action policière,
- réaliser une prise en compte dans l'urgence des victimes,
- faciliter l'accès de la personne concernée aux services sociaux du secteur.

#### 3/ les modalités de saisine

- accès des travailleurs sociaux à la main courante informatisée,
- les policiers référents,
- les services partenaires.

Le travailleur social est placé sous l'autorité fonctionnelle du chef de service de son lieu d'implantation.

### *D/ Les psychologues dans les commissariats :*

#### 1/ les textes

C'est lors du discours du ministre de l'Intérieur devant policiers et gendarmes le 27/09/2005 que la décision est annoncée d'associer les psychologues au traitement policier des violences intrafamiliales.

L'expérimentation a débuté en janvier 2006 dans 6 commissariats.

La circulaire du 23/03/2007 fixe leurs missions et détermine les modalités d'exercice de leurs fonctions dans la police nationale.

## 2/ les missions

- intervention auprès des victimes : améliorer l'accueil et la prise en charge des victimes.
- intervention auprès des auteurs : prévenir la réitération dans le domaine des violences physiques plus particulièrement.
- intervention auprès des policiers et aide au management.

## 3/ les modalités de saisine

Elles sont identiques à celles des travailleurs sociaux.

### **III - Le concept d'accueil et d'orientation des victimes, composante désormais incontournable et précieuse du fonctionnement des services de police**

Certes, il a fallu du temps pour arriver à l'étape d'aujourd'hui, pour gérer quelques heurts culturels notamment en conciliant accueil des victimes et début d'enquête judiciaire.

Mais en interne, l'utilité du travailleur social comme du psychologue fait de plus en plus d'adeptes. Les difficultés se sont estompées au fil du temps par une meilleure connaissance des complémentarités institutionnelles et partenariales.

Si leur arrivée a parfois été perçue comme "concurrente" par certaines associations le savoir-faire et l'intelligence de nos psychologues et travailleurs sociaux ont permis de lever la plupart des ambiguïtés et d'envisager l'avenir avec optimisme.

Je vous remercie.



## **Intervention du Général de brigade Jean-Yves SAFFRAY**

### **Sous-directeur de la sécurité publique et de la sécurité routière**

Mesdames, Messieurs,

Initié en 2004, le dispositif des travailleurs sociaux en unités de gendarmerie (TSG) s'inscrit dans une double finalité d'amélioration de la prise en charge des victimes et de prévention générale en faveur des personnes se trouvant dans une situation de détresse. Il permet d'apporter une meilleure réponse dans le domaine social aux difficultés rencontrées par les personnes vulnérables ou victimes de violences, et ainsi de mieux les prémunir contre le risque de réitération. Ce dispositif souple, centré sur la personne, permet d'optimiser la réponse apportée dans chaque domaine par des professionnels. Il répond pleinement à la volonté d'apporter en temps réel un soutien efficace aux victimes qui se présentent dans les brigades de gendarmerie, en liaison avec les associations d'aide aux victimes et les collectivités territoriales.

Après la présentation d'un bilan de l'extension de ce dispositif dans les unités de gendarmerie (I), il convient d'analyser dans quelle mesure il concourt à l'amélioration de la prise en charge des victimes (II) et de dessiner quelques perspectives (III).

#### **I - UN DISPOSITIF EN PLEINE EXPANSION**

Ayant érigé en priorité l'amélioration de l'accueil du public et la prise en charge des victimes, la gendarmerie nationale développe le réseau des travailleurs sociaux en unité de gendarmerie en liaison avec ses partenaires associatifs et les collectivités territoriales. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans les orientations fixées par le gouvernement.

##### **Un dispositif qui s'étoffe...**

Le dispositif des travailleurs sociaux a été expérimenté avec succès par la gendarmerie dans les départements de la Côte-d'Or (à l'échelle du département en septembre 2004) et du Rhône (à l'échelle de la brigade territoriale de Rillieux-la-Pape, en décembre 2004). La plus-value ainsi apportée en termes d'accueil et de prise en charge des victimes a démontré tout l'intérêt de développer ce type de partenariat : 8 travailleurs sociaux intervenaient au sein des unités de gendarmerie fin 2006. Ils sont actuellement au nombre de 15, répartis dans les départements suivants : Côte-d'Or, Rhône, Isère, Loire Atlantique, Alpes-Maritimes, Vendée, Eure-et-Loir, Bouches-du-Rhône, Corrèze, Bas-Rhin, Orne, Manche, Calvados, Morbihan, Loire. 3 de ces dispositifs bénéficient d'un cofinancement de l'Etat. Parallèlement, 14 projets devraient se concrétiser prochainement. A ce jour, 7 de ces 14 projets se sont vu attribuer un cofinancement de la part de l'Etat.

##### **conformément aux directives gouvernementales...**

Cette dynamique est conforme aux objectifs fixés par la circulaire interministérielle du 1<sup>er</sup> août 2006 relative à l'extension du dispositif des travailleurs sociaux, laquelle précise la possibilité d'un cofinancement par l'Etat (délégation interministérielle à la ville) des projets portés avec les collectivités territoriales. Dans ce cadre, 25 groupements de gendarmerie ont été identifiés comme prioritaires. Pour autant, l'extension de ce dispositif étant encouragée sur l'ensemble du territoire national, tous les départements porteurs d'un tel projet sont bien entendu éligibles à un tel cofinancement.

##### **et qui s'appuie sur un cadre de référence adressé en décembre 2006 à chaque département.**

L'extension de ce dispositif s'appuie sur un cadre de référence élaboré conjointement avec la délégation interministérielle à la ville, le secrétariat général du comité interministériel de prévention de la délinquance et les directions générales de la gendarmerie et de la police nationales, dans le but de recueillir l'adhésion des différents partenaires impliqués.

Ce document permet en outre de mieux définir et harmoniser le rôle des travailleurs sociaux ainsi que leurs conditions d'intervention, dans le respect des spécificités locales. Les préfets, ainsi que les responsables départementaux de la police et de la gendarmerie nationales en ont été rendus destinataires par note conjointe DGP/DGGN du 21 décembre 2006.

## **II - UN DISPOSITIF QUI CONCOURT A L'AMELIORATION DE LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES ET DES PERSONNES VULNERABLES**

S'il est pour l'heure prématuré de tirer tous les enseignements des expériences actuellement conduites, il est d'ores et déjà possible d'en souligner toute la pertinence.

**Le travailleur social en unité de gendarmerie est un véritable coordonnateur de l'action policière et de l'intervention sociale, au profit des plus vulnérables.**

Ainsi, l'extension du dispositif des travailleurs sociaux en unité de gendarmerie concourt à l'amélioration de la prise en charge, de l'orientation et de l'information des victimes d'infractions pénales, ainsi que des personnes en situation de détresse.

Qu'ils soient employés par une structure associative ou par les services de l'action sociale du département, ces professionnels assistent et prennent le relais des gendarmes, ce qui permet d'optimiser l'accueil des victimes et d'assurer l'accompagnement social des situations qui le requièrent : une action de fond peut ainsi être conduite, permettant d'éviter par la suite les interventions trop souvent récurrentes de la gendarmerie dans certains foyers. Au-delà du réconfort et de la réponse essentiellement judiciaire apportée par la gendarmerie, une réponse sociale et durable est apportée grâce au travailleur social. Action policière et intervention sociale sont ainsi coordonnées de façon à personnaliser la prise en charge immédiate des victimes.

Informés des situations révélées dans le cadre de l'activité des unités, les travailleurs sociaux procèdent à une évaluation des situations, réalisent une intervention de proximité, notamment dans les situations délicates nécessitant une réponse urgente, et sollicitent l'intervention des structures sociales ou associatives compétentes. Lorsque la situation le requiert, les travailleurs sociaux apportent de précieux conseils aux familles, lesquelles n'hésitent pas à les solliciter ultérieurement afin d'obtenir des informations complémentaires. A ce titre, ces professionnels, en assurant un accompagnement global au profit de la victime comme de l'auteur, jouent un rôle déterminant. De même, les gendarmes n'hésitent pas à solliciter l'expertise de ces professionnels qui les imprègnent de leur « culture sociale » et les informent sur les dispositifs existants.

Implantés le plus souvent au groupement<sup>1</sup> de gendarmerie départementale, ces travailleurs sociaux interviennent au profit de l'ensemble des brigades du département où ils peuvent être amenés à recevoir les personnes, selon les modalités définies au plan local. Certains ont institué l'organisation de rendez-vous dans les unités en fonction des besoins, d'autres des permanences régulières par secteur.

Organisées avec la plus grande souplesse en fonction des spécificités locales, toutes ces solutions s'avèrent pertinentes car elles contribuent à un véritable accueil de proximité.

Afin de mener à bien leur mission dans des conditions optimales, les travailleurs sociaux en unité de gendarmerie peuvent s'appuyer sur l'officier prévention partenariat, adjoint direct du colonel commandant le groupement, plus particulièrement chargé de coordonner et d'animer l'action des unités en matière d'accueil du public et de prévention de la délinquance. Ces professionnels bénéficient en outre de relais dans chaque brigade territoriale en la personne du commandant de brigade ou du référent « lutte contre les violences intrafamiliales ».

### **Ce dispositif fait ses preuves au profit des victimes de violences et des personnes vulnérables**

L'essentiel de l'activité des travailleurs sociaux en unité de gendarmerie se rapporte aux problématiques suivantes : différends familiaux, violences intrafamiliales, protection de l'enfance, assistance aux personnes âgées ou handicapées. Les femmes, les enfants ainsi que les personnes âgées sont les principaux bénéficiaires de cette prise en charge.

---

<sup>1</sup> - Trois travailleurs sociaux interviennent exclusivement au profit des brigades territoriales de Rillieux-la-Pape (69), Villefontaine (38) et Gardanne (13).

Une fois la situation détectée par la gendarmerie, le plus souvent la nuit dans un contexte de détresse extrême et d'alcoolisation, l'intervention du travailleur social s'avère décisive et complémentaire. La gendarmerie met fin à l'agression ou au trouble à l'ordre public et engage éventuellement une procédure judiciaire; l'intervention sociale, conduite dans la durée, rassure la victime tout en prévenant le risque de réitération de la part de l'auteur. Cette démarche est d'autant plus efficiente que les victimes de violences intrafamiliales tardent trop souvent à se manifester auprès de leur brigade de gendarmerie, laquelle ne peut intervenir dans la sphère privée qu'après avoir été sollicitée à cet effet. Ce dispositif permet en outre à la victime de se sentir épaulée ; elle n'est plus nécessairement tenue de se rendre à la brigade pour informer de l'évolution de sa situation et peut ainsi se confier en toute discrétion.

Dans ces conditions, le travailleur social en unité de gendarmerie intervient de façon pleinement complémentaire aux services traditionnels de l'action sociale et aux associations du département. En effet, environ 50% des situations de détresse traitées par la gendarmerie et ce professionnel de l'action sociale n'étaient pas connues des services sociaux de secteur. Parallèlement, l'intervention de ce professionnel permet d'optimiser le suivi de certains dossiers déjà connus des services sociaux. L'intervention de la gendarmerie constitue désormais un signal d'alarme permettant à ces services d'optimiser et de renforcer le soutien social afin de mieux prémunir la famille contre tout risque de dérive. Ces structures peuvent en outre, en tant que de besoin, s'appuyer sur l'implication de la gendarmerie et ses éventuelles incidences judiciaires, pour inciter les familles concernées à accepter un soutien ou un accompagnement social qu'elles déclinaient jusque-là.

Le maintien d'un nombre constant de saisines du travailleur social d'une année sur l'autre laisse augurer de la nécessité de pérenniser et de promouvoir ce dispositif. En effet, certains groupements de gendarmerie, en liaison avec les collectivités territoriales, mesurent pleinement l'efficacité de ce dispositif et souhaitent mettre en adéquation les moyens avec les besoins effectivement rencontrés, en étendant les postes créés initialement à temps partiel ou en créant un second poste de travailleur social en unité de gendarmerie.

En contribuant à l'amélioration de la prise en charge des victimes de violences intrafamiliales et des personnes vulnérables, ainsi qu'à la prévention des infractions commises dans la sphère familiale, ce dispositif présente un indéniable intérêt. Les violences commises dans la sphère privée représentent en effet près de 80% des violences non crapuleuses<sup>2</sup> constatées par la gendarmerie. Parallèlement, certains groupements ont évalué à 4h30 le temps moyen d'intervention consacré chaque nuit par des patrouilles de gendarmerie dans les foyers afin de résoudre des difficultés qui relèvent essentiellement de l'action sociale.

Le dispositif des travailleurs sociaux en unité de gendarmerie apporte une réponse parfaitement adaptée à ce type de problématique. En permettant d'assurer un meilleur accompagnement des victimes et des auteurs de violences, il est de nature à mieux prévenir la commission des infractions commises dans la sphère familiale et indirectement, de permettre à la gendarmerie de renforcer son action. D'une certaine manière, les unités sont ainsi moins souvent détournées de leur mission de surveillance visant précisément à prévenir la commission d'autres infractions, lesquelles font autant de victimes.

### **III- CE DISPOSITIF EST APPELE A SE DEVELOPPER MALGRE CERTAINES DIFFICULTES**

Malgré tout l'intérêt de ce dispositif, les responsables territoriaux de la gendarmerie sont parfois confrontés à certaines réticences.

Les actions de communication internes conduites par la hiérarchie permettent d'estomper certains préjugés à l'égard d'un dispositif qui bouleverse les conditions de travail des gendarmes. Les a priori internes se sont rapidement estompés, car les personnels mesurent pleinement la plus-value apportée en terme d'accueil des victimes ainsi qu'en matière de prévention des violences. Certains constatent en outre une diminution du nombre des interventions ne relevant pas pleinement de leur champ de compétence et pour lesquelles ils se sentaient parfois démunis. Dans ces conditions, les gendarmes ont parfaitement adopté ce dispositif efficient. L'efficacité des actions ainsi conduites dans les 15 premiers départements prêche en faveur de l'extension de ce dispositif et pour son renforcement au plan national.

---

<sup>2</sup> - C'est à dire les violences qui ne sont pas commises dans le but de commettre une autre infraction (comme le vol)



Les premiers travailleurs sociaux en unité de gendarmerie, je tiens à le souligner devant dix d'entre eux qui sont aujourd'hui présents dans cette salle, accomplissent en effet un travail remarquable unanimement reconnu par les gendarmes aux côtés desquels ils interviennent au quotidien. Ils sont en quelque sorte les pionniers et les ambassadeurs d'un dispositif efficient et voué, à n'en pas douter, à se développer.

Il importe également de vaincre quelques réticences externes. Certaines émanent des services sociaux qui n'étaient jusque-là pas habitués à travailler de concert avec les services de police et de gendarmerie, dont ils ne partagent pas la culture. Toutefois, l'efficacité des dispositifs mis en œuvre à ce jour dans le cadre d'une approche complémentaire, au service des plus vulnérables, est de nature à faire évoluer les mentalités. Passée la phase d'installation et des premiers échanges, les assistants sociaux de secteur se rendent compte du travail de fond réalisé par leurs homologues œuvrant en contact direct avec les usagers de la gendarmerie. Leur culture et leur formation communes permettent en outre d'estomper naturellement les éventuelles méprises initiales, pour le plus grand profit des victimes et des personnes vulnérables. Dans ces conditions, ce dispositif s'inscrit dans une logique de complémentarité des services sociaux et non de concurrence, au service d'une meilleure efficacité du service rendu au citoyen.

D'autres réticences, plus difficiles à surmonter, émanent malheureusement de certains présidents de conseil général. Le travail conjoint des préfets et des responsables territoriaux de la gendarmerie ne permet ainsi pas toujours de convaincre les élus les plus réticents. Cette posture de principe est, je l'espère, provisoire. Je note que ce dispositif s'avère peu coûteux dans la mesure où le nombre de postes susceptibles d'être créés est particulièrement modeste. Certains conseils généraux ont d'ailleurs pleinement intégré leur travailleur social en unité de gendarmerie au sein du dispositif départemental, en transformant un poste préexistant, sur la base du volontariat.

Je note en outre que les conseils généraux ne sont pas impliqués seuls dans ce dispositif. Il convient en effet de souligner le rôle fondamental des associations dans ce domaine puisque certaines d'entre elles ont mis un travailleur social à disposition de la gendarmerie dans certains groupements comme le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Manche, l'Orne, le Calvados et bientôt le Haut-Rhin. Outre le dispositif des travailleurs sociaux, il me paraît utile de rappeler une autre forme d'engagement pris par les associations qui concourent tout autant à l'amélioration des conditions d'accueil dans nos unités. Je veux parler des 13, bientôt 16 conventions qui ont été signées afin d'ouvrir des permanences associatives au sein des brigades de gendarmerie. Je pourrais également évoquer les 61 autres protocoles départementaux signés avec les groupements, qui contribuent à l'amélioration de l'accueil ainsi qu'à la sensibilisation de nos personnels.

Au final, je ne doute pas que l'intérêt et l'efficacité du dispositif des travailleurs sociaux, contribueront à son extension au plan national. Dans ce cadre, les associations d'aide aux victimes doivent pouvoir tenir toute leur place en se rapprochant des commandants de groupements qui sont, soyez-en persuadés, particulièrement attentifs à toutes les propositions qui contribueront utilement à l'amélioration de l'accueil du public et de la prise en charge des victimes.

Je vous remercie de votre attention.



## **Intervention de M. Frédéric MALON**

### **Commissaire divisionnaire**

### **Chef de l'office central de répression**

### **des violences aux personnes**

Mesdames, Messieurs,

L'office central de répression des violences aux personnes (OCRVP) a désormais un an d'existence, puisque je vous le rappelle, qu'il a été créé par décret du 6 mai 2006. Dans le cadre de ses nombreuses missions, dans le domaine des violences aux personnes, l'OCRVP entretient des relations privilégiées avec les associations de victimes ou de familles de victimes. Il faut bien comprendre que nous œuvrons tous en effet pour le même but : identifier des coupables, retrouver des disparus, bref, découvrir la vérité.

C'est ainsi que l'office est à l'écoute des associations qui le souhaitent :

- pour recevoir leurs idées, les étudier et éventuellement les faire prospérer : l'OCRVP joue en quelque sorte un rôle de conseiller technique du directeur central de la police judiciaire, du directeur général de la police nationale et du ministre dans son domaine et peut être une force de proposition pour attirer l'attention sur des problèmes juridiques, pratiques ou d'une autre nature et proposer des solutions.
- pour les renseigner, les conseiller sur les démarches à opérer dans telle ou telle situation et assurer l'interface avec les services enquêteurs le cas échéant.
- prendre ou reprendre en compte certaines affaires (disparitions, meurtres, enlèvements parentaux, etc.)
- s'associer à certaines actions (ex : APEV – affiches)

Pour illustrer l'action de l'OCRVP en faveur des victimes, je voudrais aujourd'hui articuler mon propos autour de trois thèmes plus particulièrement : les dossiers anciens ("cold case") (I), SALVAC (II) et les enterrements sous X (III).

#### **I- LES DOSSIERS ANCIENS OU «COLD CASE»**

Il s'agit de dossiers qui ont été clôturés et non élucidés ou partiellement élucidés. On ne peut fixer une date précise d'ancienneté, ce sont des dossiers datant de plusieurs années.

L'intérêt de rouvrir ces dossiers est double : bien évidemment tenter de les élucider mais aussi repousser la prescription. Il faut souligner à cet égard une jurisprudence de la cour de cassation de janvier 2006 dans l'affaire Fourniret, qui retient le critère de la connexité entre affaires pour repousser les limites de la prescription. Ainsi dans le cas d'affaires similaires, même faisant l'objet de procédures distinctes relevant du même mode opératoire, tendant au même but et imputables au même auteur, le délai de prescription part du jour du dernier acte de la dernière procédure.

Mais comment les élucider si les premières investigations n'ont pas abouti ? Il existe plusieurs possibilités :

- soit il y a un élément nouveau,
- soit le dossier est réexaminé par un œil neuf d'enquêteur, qui peut avoir une approche différente de celle des enquêteurs de l'époque, et peut s'aider au besoin d'outils informatiques tels que des outils d'analyse criminelle ou comportementale. L'enquêteur peut ainsi d'initiative identifier une nouvelle piste,
- soit le dossier est repris au regard des progrès de la police technique et scientifique. Les exemples de vieux dossiers qui trouvent leur solution aujourd'hui se multiplient. L'ADN et le FNAEG qui n'existaient pas à l'époque des faits, mais également d'autres techniques de recherches de traces, par exemple papillaires sur des supports nouveaux, sont autant de possibilités nouvelles offertes aux enquêteurs.

Il faut souligner qu'aujourd'hui Interpol a lancé un projet à l'échelle mondiale (Scream) qui vise notamment à rassembler les empreintes génétiques et digitales des criminels sériels afin de les comparer avec les traces non identifiées, relevées sur les scènes de crimes. Ce projet apporterait une plus-value évidente dans certaines enquêtes.

Je reviens sur l'analyse criminelle et l'analyse comportementale.

**L'analyse criminelle** est le recours à un logiciel d'aide à l'enquête dans lequel on va saisir les données de la procédure afin de mieux les analyser. Ce type de logiciel est utile dans les dossiers lourds, volumineux, qui durent des années, connaissent plusieurs enquêteurs et magistrats successifs, et qui dépassent les capacités humaines de mémorisation. Il permet de faire des recoupements d'information, de définir des orientations d'enquête, d'établir des schémas synthétiques des relations d'un ou plusieurs individus, des schémas synthétiques du déroulement des faits dans le temps et l'espace.

La gendarmerie a largement développé cette technique et possède aujourd'hui bon nombre d'analystes. La police est en train de l'imiter. L'OCRVP a recruté une analyste et a commencé à en former deux autres, qui ont commencé à travailler. La DCPJ est en train de monter un plan pluriannuel de recrutement et formation d'analystes criminels. Nous avons incontestablement du retard par rapport à de nombreux pays étrangers, mais nous progressons dans le bon sens.

**L'analyse comportementale** est une approche d'un dossier ou de plusieurs dossiers sous l'angle de la psychologie de l'auteur. C'est ce qu'on peut traduire plus vulgairement au sens populaire comme le profilage.

L'analyste va ainsi s'attacher à étudier la scène de crime en recherchant les éléments qui font ressortir la personnalité de l'auteur, à partir de son mode opératoire, de sa victime, du lieu et du moment choisis, des paroles prononcées, etc.

L'analyse comportementale en France existe depuis peu. Elle peut être appliquée sur un dossier en particulier (GAC Gendarmerie - 2002) ou sur plusieurs dossiers (SALVAC 2003 – police et gendarmerie - OCRVP) en vue de les rapprocher.

Basée sur des sciences humaines, elle est un outil d'aide à l'enquête, qui n'est pas une solution miracle, mais peut dans certains cas où l'enquêteur est dans l'impasse, lui fournir une orientation d'enquête, le conseiller sur une technique d'interrogatoire d'un suspect, l'aider à prioriser certaines pistes (GAC) ou permettre des rapprochements d'affaires (SALVAC).

### **Le rôle de l'OCRVP dans les «cold case»**

De manière classique, les affaires criminelles sont traitées au départ par les services locaux, et dans certains cas par les services régionaux spécialisés de police ou de gendarmerie (SRPJ/SR). L'OCRVP, qui a compétence nationale, n'a vocation à être saisi ou co-saisi au départ que s'il peut apporter une plus-value : moyens humains, expérience professionnelle, dossiers sériels, dossiers internationaux, coordination, dossiers complexes. Il travaille pour la police et la gendarmerie.

Pour les «cold case», le dossier est censé être classé. L'OCRVP peut reprendre l'enquête d'abord en étudiant le dossier avec un œil neuf, avec une analyse criminelle, ou sous l'angle SALVAC. L'OCRVP a repris ainsi une quinzaine de «cold case» depuis sa création.

Ce sont des dossiers lourds et de longue haleine. Il est parfois saisi seul, parfois avec un service territorial.

Les cas de figure sont multiples : élément nouveau, constitution de partie civile, demande d'une association, initiative d'un magistrat dans l'impasse, sollicitation d'un service territorial, etc.

Il y a trois mois, nous avons incité les services territoriaux de PJ à recenser les dossiers «cold case», afin de les reprendre selon les méthodes que je vous ai indiquées, en leur proposant s'ils n'en avaient pas les moyens, de nous solliciter pour les aider.

### **Les limites de l'action de l'OCRVP**

Des preuves difficiles à établir, excepté sous l'angle PTS, des témoignages moins fiables et des témoins souvent difficiles à retrouver quand ils ne sont pas décédés, des scellés pas toujours correctement conservés, quand ils le sont, voici les difficultés rencontrées dans ces enquêtes de longue haleine.

Quand des services se sont cassés les dents sur un dossier, ce n'est souvent pas par hasard. Si 90% des affaires d'homicides sont aujourd'hui résolues, il en reste 10% qui ne trouvent jamais de solution.

Le principe de la reprise des «cold case» ne se discute même pas, quelles que soient les difficultés rencontrées. Il suffit de voir les résultats. Même si peu d'affaires sont élucidées 20 ans après, il suffit d'une seule. Nous sommes conscients également d'œuvrer pour les victimes et leur famille ou leurs proches, de leur redonner espoir et de repousser la prescription. Mais il faut également avoir conscience des limites de l'exercice et qu'il y aura toujours des affaires c/X. Quoi qu'il en soit, il est du devoir de l'OCRVP de jouer un rôle actif en ce domaine.

## **II - SALVAC**

Je pense que la plupart d'entre vous ont déjà plus ou moins entendu parler de SALVAC. Je ne reviendrai donc pas en détail sur ce qu'est SALVAC, mais je tenais à vous faire un point sur sa situation aujourd'hui. Quelques rappels rapides néanmoins : SALVAC (système d'analyse des liens de la violence associée aux crimes), c'est à la fois le nom de l'outil informatique qui a pour objectif la détection des crimes sériels et le nom de l'unité de l'OCRVP qui travaille avec cet outil.

SALVAC vit aujourd'hui sa 4<sup>e</sup> année d'existence. Il est géré par l'OCRVP et se compose actuellement d'une dizaine de policiers et gendarmes (ce qui apparaît nettement insuffisant au regard de la charge de travail croissante et au regard des moyens engagés dans d'autres pays européens – 60 au Royaume-Uni, 56 en Allemagne, 10 en Belgique). Une demande de 5 fonctionnaires en urgence a été formulée. Tous les fonctionnaires sont aujourd'hui formés à l'analyse comportementale, soit au Canada, soit par des formateurs européens.

C'est un outil d'aide à l'enquête, basé sur le principe de rapprochements entre affaires à partir d'une analyse à la fois des éléments objectifs de ces affaires (en cela SALVAC n'apporterait rien de plus que d'autres fichiers de même nature), mais surtout, et c'est ce qui en fait un outil unique en France et son originalité, à partir des éléments comportementaux apparaissant dans ces affaires (cf ci-dessus – cold case).

SALVAC a vocation à recenser toutes les affaires criminelles ou à caractère sexuel commises ou susceptibles d'avoir été commises par un criminel sériel, élucidées ou non. On ne tient pas compte par exemple des affaires à caractère intrafamilial, sauf exception. Le mari qui tue sa femme parce qu'elle le trompe a peu de chances de récidiver (ou l'inverse).

La loi sur la sécurité intérieure de 2003, qui pose le cadre législatif de SALVAC, a fixé la barre aux infractions punies de plus de 5 ans d'emprisonnement. Cela exclut donc les agressions sexuelles non aggravées, les exhibitions ainsi que les enlèvements de moins de 7 jours avec libération volontaire de la victime, si elle a plus de 15 ans. Il faudra certainement reconsidérer ces limites dans les mois à venir, car ces affaires présentent souvent un intérêt réel.

La priorité aujourd'hui, c'est la légalisation définitive de SALVAC avec la parution enfin du décret qui s'y rapporte. La procédure a été retardée pour diverses raisons, mais il semble qu'elle soit enfin bien engagée.

Aujourd'hui, environ 7000 dossiers sont dans la base.

Nous avons entré également des dossiers anciens (à partir de 1992 pour la gendarmerie, au-delà pour la police mais de manière moins systématique). L'un des intérêts réside dans la possibilité d'avoir un criminel condamné en 1990 qui ressort en 2005 et récidive. Il est possible qu'il adopte le même comportement. Nous avons eu un cas de violeur sériel identifié par SALVAC de cette manière. La plupart du temps toutefois, SALVAC établit des rapprochements entre affaires sans donner le nom de l'auteur.

SALVAC peut travailler de deux manières : à partir d'une scène de crime avec auteur inconnu, en vue de trouver des rapprochements dans la base, ou à partir d'une affaire avec auteur identifié, dans le but de découvrir dans la base d'éventuelles affaires qui pourraient être imputées à cet auteur.

A ce jour plus de 120 rapprochements ont été effectués : 9 cas positifs, environ 40 négatifs et le reste est en cours.

A titre comparatif, les Allemands, qui ont commencé SALVAC en 1998, ont obtenu 88 rapprochements positifs (48 rejets, 124 en cours, 16500 affaires en base), les Pays Bas (1997) 37 liens positifs.

L'outil a donc fait ses preuves. Comme tout fichier, plus il est alimenté, plus il a de chances d'être performant.

L'actualité, c'est aussi le projet d'acquisition d'une nouvelle version modernisée du logiciel canadien. Autant la première version était gratuite, mais elle commence à être dépassée techniquement, autant la nouvelle est payante et relativement chère. L'idée d'acquérir une indépendance financière (et technique) vis-à-vis des Canadiens nous a conduit à proposer à nos partenaires européens le projet de créer un outil européen, financé sur fonds européens et qui puisse bénéficier non pas seulement aux 9 pays qui ont adopté SALVAC, mais aux 27, sans pour autant perdre le bénéfice des données déjà enregistrées. Ce projet va certainement figurer à l'ordre du jour de la présidence française de l'U.E., au second semestre 2008. C'est toutefois un projet qui va s'étendre sur plusieurs années, d'où la nécessité d'acheter aujourd'hui la version moderne de SALVAC au Canada.

Plusieurs signes nous indiquent que SALVAC commence à rentrer de plus en plus dans la culture policière : davantage de demandes de rapprochements, des enquêteurs comme des magistrats, en France comme à l'étranger. C'est certainement le fruit de toutes les séances de formation et de sensibilisation que nous sommes amenés à effectuer auprès des écoles de police et de gendarmerie (tous grades confondus), ou en formation continue. C'est également le signe d'une crédibilité accrue eu égard au professionnalisme croissant des analystes.

Il faut cependant rester modeste : il reste encore beaucoup de chemin pour convaincre tout le monde et sans arrêt remettre le métier sur l'ouvrage. Il faut également que les policiers, gendarmes et magistrats comprennent que SALVAC est un outil d'aide à l'enquête parmi d'autres, qu'il est basé sur des sciences humaines et donc n'est pas infallible.

### **III - LE PROJET «CADAVRES ENTERRES SOUS X»**

Je terminerai mon propos en évoquant brièvement le projet que nous avons baptisé "enterrements sous X", car je sais que c'est une idée qui tient à cœur de bon nombre d'associations de victimes.

On estime à environ un millier le nombre de personnes inhumées chaque année sous X. Lorsqu'une personne décède de mort naturelle ou violente, c'est-à-dire lorsque la cause n'est ni criminelle ni suspecte, aucun cadre juridique ne permet de prendre les mesures nécessaires à l'identification immédiate ou postérieure du cadavre. Le problème s'était posé par exemple de manière aiguë lors du tsunami de 2004.

Des personnes sont ainsi enterrées sous X alors que parallèlement leur famille a signalé leur disparition. Aucun lien n'est fait. Des problèmes juridiques liés à ces disparitions peuvent naître de manière parfois dramatique.

L'OCRVP a ainsi proposé aux services compétents du ministère de l'intérieur de modifier les règles de la procédure d'inhumation afin de permettre le recueil sur le corps de certains indices scientifiques d'identification (ADN, empreintes digitales, odontogramme) de manière à favoriser son identification, notamment par la consultation de bases de données (FAED, FNAEG).

L'idée serait que le maire, avisé d'un décès sous X, en informe le procureur de la République qui désignera un service de police ou de gendarmerie, ainsi qu'un médecin pour procéder à ces relevés d'indices. Ces traces seraient ensuite comparées aux empreintes génétiques et papillaires des personnes signalées disparues. Avec l'odontogramme, la consultation des fichiers des dentistes favoriserait également l'identification de ces cadavres, et ce, sans qu'il soit besoin qu'un proche du disparu en fasse le signalement à un service de police ou de gendarmerie. Car de nos jours, rares sont ceux qui n'ont jamais consulté un dentiste.

Le projet a ainsi été transmis en l'état. Il engendre un coût financier certain, mais qu'est-ce par rapport au coût d'enquêtes sur un disparu qui durent plusieurs années? Nous attendons la suite.

Pour conclure, voilà à travers trois sujets, des exemples de l'activité de l'OCRVP à l'égard des victimes. J'aurais pu en citer d'autres (alerte enlèvement, la lutte contre la pédo-criminalité, le FIJAIS, etc.). J'en garde pour l'année prochaine.

Je vous remercie de votre attention.



**Intervention de  
Mme Véronique ESCOLANO**

**Magistrat - Substitut général  
près la cour d'appel de Lyon**

Mesdames, Messieurs,

Lorsqu'on aborde le thème de l'avocat et la victime, la première image qui nous vient à l'esprit est celle de l'avocat de la défense, de la victime, à l'audience.

C'est une idée un peu réductrice car nous savons tous que l'avocat est souvent le premier interlocuteur de la victime, dès la première phase de la procédure.

La table ronde va donc aborder plusieurs problématiques, à différents stades de la procédure.

Avant le procès pénal, quel est le rôle de l'avocat, pendant cette période parfois longue de la procédure ?

Puis, quel est son rôle au cours de l'audience ? Se réduit-il à l'assistance au cours des débats et la plaidoirie ?

Quel est également son rôle après l'audience et notamment lors du prononcé de la décision ? A quelles difficultés doit-il faire face, aux côtés des victimes, lors de l'exécution de cette décision, notamment au plan civil ?

Enfin, il sera abordé un dernier thème qui me paraît essentiel puisqu'il rejoint le thème central de cette rencontre : comment s'articule le travail de l'avocat avec les associations d'aide aux victimes d'infractions pénales ou d'associations de victimes ? Car, au fond, il s'agit de réfléchir à la cohérence, la continuité, la complémentarité et l'humanité d'une action dans le cadre de l'œuvre de justice.

Il se pose donc beaucoup de questions et des réponses vont être apportées par les deux avocats qui ont accepté de s'exprimer devant vous en cette journée.

Je leur cède la parole.



**Intervention de  
Maître Emeric GUILLERMOU  
Avocat au barreau de Toulon  
Union nationale des familles  
de traumatisés crâniens**

**«Aspects civils et indemnitaires»**

Mesdames, Messieurs,

En votre présence et en écoutant les différents intervenants, je me dis que nous avons un point commun, un lien qui nous unit : nous travaillons tous à aider nos contemporains qui ont souffert et continuent de souffrir. Finalement, nous travaillons à les soulager de leurs souffrances et surtout à les reconnaître dans cette souffrance, chacun à notre niveau, dans cette chaîne d'entraide humaine.

En tant que professionnels, nous devons aider l'autre à dépasser sa souffrance et à le faire indemniser. Dans le cadre de ce processus, l'avocat a pour rôle de faciliter la reconnaissance d'un droit, parce que chaque victime a un droit spécifique. Le piège serait de constituer une sorte de grille type dans laquelle on essaierait de rentrer les victimes : chaque être humain, chaque histoire est unique. Le rôle de l'avocat est donc de faire reconnaître l'unicité de l'individu. Si la personne a subi un préjudice corporel, elle n'est pas «barémisable» car ce serait à la fois attentatoire à tous les principes de dignité humaine, en particulier ceux reconnus par la convention européenne des droits de l'homme, et en négation du droit à réparation intégrale.

La première démarche de l'avocat est l'accès à la preuve. Quand je suis saisi par une famille de victime ou une victime elle-même, mon premier souci est de rentrer en contact avec l'assureur et de faire reconnaître le droit par ce dernier. Pour entrer en contact avec la compagnie d'assurance ou le juge, en particulier le président du TGI, il faut pouvoir présenter des procès-verbaux de police ou de gendarmerie qui vont permettre au juge d'apprécier les circonstances de l'accident : en effet, l'article 4 de la loi de 1985 stipule que lorsque le conducteur est fautif, l'indemnisation de son dommage corporel peut être soit limité, soit totalement exclu. La juridiction qui est saisie prend en compte cet élément.

La difficulté réside encore dans l'obtention rapide des procès-verbaux d'accident pour présenter le dossier à la juridiction des référés : il y a en l'espèce des progrès à faire. Lorsqu'on doit saisir le juge des référés afin d'engager une procédure en indemnisation ou juste en évaluation par expertise médicale, il devrait être possible par l'intermédiaire du parquet ou directement par les services de police ou unités de gendarmerie d'obtenir un document qui permette au président de la juridiction saisie d'apprécier les circonstances de l'accident et de déterminer s'il s'agit d'un conducteur, fautif ou non, d'un passager ou d'un piéton. Ce document, incontestable quant aux circonstances de l'accident, permettrait d'accélérer la reconnaissance du droit, tout en préservant la confidentialité de l'enquête mais sans permettre à l'assureur de retarder l'expertise et l'indemnisation.

Une fois la preuve du fait apportée au juge, il convient d'évaluer le préjudice. Le rôle de l'avocat est d'accompagner mais la question se pose de savoir qui va évaluer le dommage corporel subi par la victime. Le médecin expert est désigné soit par le tribunal, soit par la compagnie d'assurance.

## **I – LES PROBLEMES RENCONTRES PAR LA VICTIME DANS LA PHASE D'ÉVALUATION DE SON DOMMAGE**

Ces difficultés sont de plusieurs ordres.

*A) Indépendance de l'évaluateur :*

Problème du missionnement du médecin d'assurance qui est mandaté.

Le mandat est le contraire de l'indépendance. Selon l'article 1984 du code civil, le mandat est l'«acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom» : le mandataire agit donc «pour le compte de...».

Ce que doit payer l'assureur dépend de l'évaluation faite par celui qui agit pour son compte.

L'usage de l'appellation «expert» implique l'indépendance intellectuelle, économique, méthodologique.

*B) La compétence :*

Problème de la compétence de l'évaluateur.

En matière de lésions neurologiques, par exemple, l'évaluation est parfois effectuée par des médecins généralistes disposant de diplôme de réparation du préjudice corporel.

Choix par le magistrat d'un médecin dont les compétences sont avérées.

*C) Problème de la mission qui est censée définir ce qui va être évalué :*

La mission dévolue à l'expert doit correspondre à la problématique. S'il s'agit d'évaluer une lésion, le champ peut rester médical. S'il s'agit d'évaluer le handicap, la méthodologie d'évaluation exclut d'être limitée au monde médical.

Depuis 1994, la loi bioéthique prévoit que le corps est hors du commerce juridique et que le préjudice ne s'assimile pas à l'évaluation d'une lésion. Le préjudice de la victime est un handicap. Selon l'article 114 du code de l'action sociale et des familles, le handicap se définit comme une diminution qu'une personne a dans sa capacité à interagir dans son environnement.

*D) Les méthodologies d'évaluation :*

Pour évaluer le handicap, plusieurs paramètres sont à prendre en compte : le corps, la personne avec ses activités, ses relations avec la société (participation). Selon les normes de l'organisation mondiale de la santé, la classification internationale du fonctionnement et du handicap s'effectue en fonction des critères de fonctions organiques, de structures anatomiques et d'activité (exécution d'une tâche)/participation (implication dans une situation).

Aujourd'hui, le cabinet médical est devenu insuffisant pour évaluer le handicap. Il faut les apports de l'évaluation environnementale, le contact avec la vie réelle et c'est la raison pour laquelle l'évaluation doit être nécessairement ergothérapique.

*E) Dans quel lieu évalue-t-on ?*

L'évaluation s'effectue donc dans un cabinet médical, au domicile, dans les lieux de vie réelle, c'est-à-dire dans un environnement en mouvement.

## **II – L'APPORT DE L'AVOCAT**

Il ne peut se réduire à être celui qui traduit dans le monde judiciaire la demande d'un blessé.

Il doit :

- 1°) être un coordonnateur de réseau de compétences ;
- 2°) être celui qui, en interrogeant la victime ou ses proches, perçoit un besoin non exprimé ;
- 3°) être celui qui choisit, en accord avec la victime et en bonne compréhension de ses intérêts, le calendrier des actions ;
- 4°) être celui qui choisit dans le cadre de ce calendrier le temps de la négociation amiable ou le temps de la voie judiciaire ;
- 5°) être celui qui connaît les limites du cadre législatif et de ce qu'il permet d'octroyer aux victimes ;
- 6°) être celui qui incite la jurisprudence à être créative dans la mesure où cette créativité rejoint une exigence éthique.

Il doit être capable de solliciter des provisions intermédiaires de manière affectée afin que cette provision ne soit pas injustement soustraite des droits de la victime lorsque viendra l'heure de l'indemnisation définitive.

Il est enfin présent à l'expertise médicale car cela est indispensable.

### **III – LA PLACE DE LA VICTIME DANS LA STRATEGIE DE DEFENSE**

Quatre points paraissent importants :

- la victime a l'impression de s'épuiser dans le processus d'indemnisation où l'assureur ne cesse de lui demander de se justifier perpétuellement ;
- le temps qu'elle doit attendre est disproportionné au regard de l'urgence de ses besoins ;
- le désarroi psychologique dans lequel elle se trouve est un handicap supplémentaire à la reconnaissance de son droit à indemnisation ;
- les méthodologies d'évaluation sont souvent ignorantes d'une réalité.

La replacer au cœur du processus revient à neutraliser ces quatre facteurs en limitant la discussion à ce qui est contestable.

### **IV – L'APPLICATION DES DECISIONS**

Deux sortes de difficultés se rencontrent :

1°) l'exécution de la décision de référé :

Si l'objet du référé est l'efficacité de la décision en terme d'application, encore faut-il rappeler que l'ordonnance de référé n'a pas autorité de chose jugée : elle peut donc faire l'objet d'appel, être retardée voire paralysée.

Cela induit alors la possibilité d'une réformation et d'un danger pour la victime à utiliser l'efficacité judiciaire du référé.

2°) l'exécution provisoire :

Dans ce domaine, rappelons que les critères de suspension de l'exécution provisoire (en fonction de la situation de fortune du créancier - code de procédure civile) sont contraires à l'article 14 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et sont pourtant actuellement ceux tenus pour exacts par les présidents de cour d'appel.

En conclusion, je voudrais réaffirmer que le droit de la victime doit être reconnu. Dans la chaîne d'indemnisation en matière de dommages civils, les assureurs doivent accepter de ne pas perpétuellement remettre en question les victimes, ce qui est un épuisement pour ceux qui ont déjà été victimes des aléas du destin.

Je vous remercie.



**Intervention de  
Maître Andréanne SACAZE  
Avocate au barreau d'Orléans**

**«Aspects pénaux et droits des victimes»**

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de remercier les organisateurs qui m'ont conviée à ce colloque.

J'ai de suite mesuré l'ampleur de la tâche qui m'incombait car parler, dans un temps contraint, de toutes les victimes que nous aidons, portons devant la justice, aux côtés des associations, est difficile. La tâche est donc délicate car chaque infraction est différente et le comportement, la réaction de la victime face à celle-ci l'est également.

Ce matin a été abordée la nécessaire amélioration de l'accueil des victimes : c'est également une préoccupation de l'avocat qui consacre essentiellement son activité à la défense des victimes.

Il convient, en propos liminaire, de répertorier les différentes qualifications d'infractions. Il y a évidemment les crimes et les délits, qui ne vont pas être traités de la même manière par le parquet. Le procureur de la République, disposant de l'opportunité des poursuites, va faire diligenter une enquête ou saisir, dans certains cas, un magistrat instructeur. L'exercice de ces pouvoirs le conduit ainsi à déterminer sa politique judiciaire.

Ceci étant, lorsqu'il s'agit de crime, qu'il soit crime de sang, agression sexuelle qualifiée de viol, crime commis par personne ayant autorité, avec circonstances aggravantes ou non, une information judiciaire est obligatoirement ouverte. Ainsi, un juge d'instruction va être désigné. Lorsqu'il reçoit l'enquête préliminaire, le magistrat va mettre en œuvre sa propre organisation pour rechercher la vérité et déterminer les conséquences au regard de la ou des victimes concernées par l'infraction en question.

Pendant cette phase d'instruction, l'avocat est présent. Mais il peut l'être avant toute procédure judiciaire puisqu'il arrive de plus en plus fréquemment que les victimes prennent contact avec nous, avant même de s'être présentées dans les services de police ou unités de gendarmerie. Parallèlement, elles effectuent également des démarches auprès des associations.

C'est particulièrement dans les cas de violences conjugales que nous sommes sollicités en amont d'un éventuel dépôt de plainte. En effet, nous séparons les concubins, nous divorçons les conjoints, nous traitons les conflits relatifs aux gardes d'enfants, etc. C'est à l'occasion du suivi de ces procédures civiles que certaines clientes, parce que ce sont surtout les femmes qui sont victimes, nous sollicitent pour faire valoir leurs droits au pénal, dans le cas de violences exercées par leur partenaire.

Que faisons-nous ? Bien évidemment, nous les orientons immédiatement vers le service de police ou de gendarmerie le plus proche de leur domicile. Nous leur demandons de suite de se rendre chez le médecin afin de faire constater l'état physique et psychologique dans lequel elles se trouvent. Nous leur conseillons d'établir des clichés photographiques, afin de pouvoir visualiser dans le temps les blessures et coups infligés. Ensuite, elles se rendent au commissariat ou à la brigade de gendarmerie en apportant tous les documents pour établir un procès-verbal.

C'est souvent dans ce type de dossier qu'il convient de suivre la personne, de l'orienter vers une association d'aide aux victimes, généraliste ou spécialisée dans la prise en charge des femmes victimes de violences.

Mais l'avocat peut aussi intervenir en amont pour mettre en œuvre des procédures spécifiques. Je pense en particulier à la loi sur le divorce de 2004 qui permet d'engager une procédure d'urgence : en raison des violences perpétrées, même sans procédure de divorce en cours et sans action au pénal, une éviction du conjoint violent du domicile conjugal ou commun peut être obtenue.

En matière correctionnelle, le procureur de la République dispose de plusieurs alternatives. S'il estime qu'il y a matière à poursuites immédiates, il fera comparaître l'auteur présumé en comparution immédiate (délai de passage devant le tribunal correctionnel entre 24 heures et 4 jours) Cela signifie que la victime doit immédiatement essayer de tout mettre en œuvre afin que son préjudice puisse être évalué à l'audience.

Il a également la possibilité de renvoyer en comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : le parquet propose alors à l'auteur présumé des violences une peine, en présence de son avocat, qu'il peut accepter ou non. Cette procédure se poursuit ensuite devant le juge du siège, qui entendra la victime et établira le préjudice subi par cette dernière.

Mais revenons à l'information judiciaire. Des difficultés se posent pour les mineurs. En effet, ils ne peuvent pas saisir eux-mêmes le juge, ni se constituer partie civile. Seuls les titulaires de l'autorité parentale peuvent agir en justice au nom de l'enfant. La difficulté survient lorsque le mineur est victime d'agressions sexuelles au sein de la cellule familiale, il ne peut agir seul et dépend alors de son ou ses agresseurs. La démarche qui est alors entreprise par la victime est extrêmement délicate. Il convient alors que son accueil, tant par les forces de sécurité que par l'avocat, soit irréprochable.

Depuis la loi du 5 mars 2007, les auditions de mineurs sont filmées afin que la victime ne soit pas contrainte de répéter plusieurs fois les faits, ce qui est très traumatisant. Cependant, la procédure impose dans certains cas des confrontations entre la personne mise en cause et son accusateur. Ce face à face entre l'adulte et l'enfant doit être géré par l'avocat. Les conseils sont dorénavant formés à l'accueil, l'écoute et la défense des mineurs. Tous les barreaux disposent de professionnels qui, dans le cadre de la formation continue, sont formés. Une charte nationale, proposée par la conférence des bâtonniers, devrait également voir le jour, concrétisant l'obligation pour les avocats défendant les mineurs victimes d'être formés à l'accueil, l'écoute et l'accompagnement.

Pendant l'instruction judiciaire, l'avocat de la partie civile a un accès à la procédure et peut solliciter des actes. Dès lors il doit s'impliquer dans le dossier en rédigeant des mémoires ou des notes à l'attention du juge d'instruction, en demandant des expertises ou le concours de la police technique et scientifique.

Mais il doit surtout se créer entre la victime et son avocat un véritable lien de confiance afin que celui-ci puisse porter la parole de son client à l'audience, sans le trahir. Le procès est un moment très déstabilisant pour les victimes et leurs familles. L'avocat doit savoir expliquer et rassurer. Le moment de la plaidoirie est essentiel car c'est là que la parole de la victime est portée : il faut donc connaître parfaitement le dossier et en cas de contestation venir au soutien de l'accusation.

Le verdict est un moment fort. Soit il y a condamnation, soit il y a relaxe ou acquittement. Dans ce deuxième cas, le rôle de l'avocat est de préparer la victime et ses proches à cette éventualité, d'expliciter la règle de droit et faire comprendre que le doute doit bénéficier à l'accusé ou au prévenu. Le soutien, à ce moment du processus judiciaire, d'associations, de psychologues, est très précieux pour permettre aux victimes et à leur famille de continuer la lutte en interjetant appel ou en invitant le parquet général à le faire, mais aussi parfois en les aidant à comprendre les raisons de la non condamnation et tenter dans certains cas de la faire admettre( ex : doute sérieux sur la culpabilité)

En cas de condamnation, il convient pour l'avocat de plaider les intérêts civils.

J'aimerais terminer mon propos sur deux propositions pour lesquelles je me bats avec les confrères souvent en charge de la défense des victimes

Il s'agit tout d'abord du problème des enfants non accompagnés d'un avocat en commissariat ou en brigade de gendarmerie. En effet, dans les litiges de divorce ou de séparation, certains enfants sont manipulés par un des parents et des accusations sont formulées, pouvant engendrer de graves conséquences. Pour garantir une certaine neutralité, l'avocat pourrait être présent dès les premiers actes d'enquête.

Enfin, sur la question de l'irresponsabilité pénale, la profession des avocats, dans son ensemble, est hostile au fait qu'il y ait une recherche d'audience et de condamnation des personnes irresponsables. En revanche, le problème est que ces personnes sont confiées à des services psychiatriques et peuvent sortir à tout moment selon la décision du directeur de service qui les suit et sans qu'il y ait de contrôle ; c'est un réel problème et des discussions devraient s'ouvrir pour qu'ensemble nous tentions de trouver des solutions adaptées à ce type de situation.

Merci de m'avoir écoutée.

**Intervention de Mme Marielle THUAU  
Chef du service de l'accès au droit et à la  
justice et de la politique de la ville au  
ministère de la justice**

***«Résultats de l'enquête de suivi des victimes»***

Mesdames, Messieurs,

Je suis responsable du service au ministère de la justice qui a en charge l'accès au droit, l'aide juridictionnelle et l'aide aux victimes. Ce service comprend, entre autres, un bureau de l'aide aux victimes et de la politique associative qui est dirigé par madame Annie Basset. Elle est ainsi chargée de tout le suivi des associations d'aide aux victimes et du suivi des victimes d'infractions pénales pour le ministère de la justice. Sur cette thématique, nous travaillons en relation directe avec la délégation aux victimes du ministère de l'intérieur.

Je vais vous présenter les résultats de l'enquête de suivi auprès des victimes d'infractions. Mais, je voudrais au préalable vous expliquer rapidement pourquoi une telle enquête a été menée. Nous souhaitons connaître qui étaient les victimes, cachées derrière les chiffres froids des statistiques officielles, ce qu'elles devenaient et comment elles pouvaient nous exprimer ce qui s'était passé pendant tout le temps judiciaire.

Nous voulions également en savoir plus sur leur parcours judiciaire afin de mieux répondre à leurs besoins et enfin cette enquête nous permet de définir des indicateurs d'évaluation des actions menées.

Enfin, il a été décidé de renouveler cette enquête en 2007.

**ENQUETE DE SUIVI AUPRES DES VICTIMES D'INFRACTIONS**

Réalisée par l'institut TNS Sofres en mars-avril 2006, sur la base d'un questionnaire élaboré par un groupe de travail réunissant des professionnels et des associations, cette enquête porte sur des victimes identifiées à partir d'enquêtes menées par les services de police ou de gendarmerie. Il s'agit donc de victimes qui ont déposé plainte pour un délit et donc la procédure était définitivement traitée en 2005. Je précise que cette enquête a été réalisée auprès de 5 000 victimes.

Cette démarche est donc différente d'une enquête de victimisation qui, sur une base représentative de la population, va interroger toutes les personnes afin de rechercher celles qui ont été victimes d'infraction, au cours d'une période déterminée.

**Profil des victimes**

Le sexe et l'âge de la victime déterminent la nature de l'atteinte subie aux biens ou à la personne.

Il est intéressant de relever que le profil des victimes est différent de celui de la population globale :

- les hommes sont plus nombreux que les femmes (respectivement 52 % et 48% au lieu de 48% et 52% dans la population française âgée de 18 ans et plus).
- les 30-49 ans sont sur-représentés parmi les victimes.

Selon leurs déclarations, les victimes sont des personnes qui travaillent, le plus souvent en tant qu'employé surtout chez les femmes.

Enfin, sur les 5 000 personnes interrogées, 47,5 % avaient été victimes d'atteintes aux biens, 50,90 % d'atteintes à la personne et 1,60 % d'autres infractions.

Si la répartition entre atteintes aux biens et atteintes aux personnes est globalement équilibrée, en revanche les femmes sont victimes d'atteintes aux personnes plus souvent que les hommes (respectivement 60% et 42%), avec un écart marqué pour les atteintes corporelles volontaires.

## **Le rôle des associations d'aide aux victimes**

Une victime sur dix a pris contact avec une association d'aide aux victimes.

D'une façon générale l'intervention de la police ou de la gendarmerie n'est pas étrangère au fait que les victimes fassent appel à une association.

Lorsque les coordonnées d'une association ont été données à la victime par la police ou la gendarmerie, soit dans 23% des cas, cette information conduit dans 26% des cas à une prise de contact.

Les atteintes corporelles, qu'elles soient volontaires ou involontaires, et les atteintes aux mœurs sont les infractions qui amènent le plus souvent les victimes à faire appel à un soutien extérieur, pour rechercher essentiellement une information juridique. Le lien entre le degré de gravité de l'infraction et le recours à une association prévaut pour les deux grands groupes d'infractions subies. Lorsque les victimes estiment avoir subi un préjudice très grave, elles sont quatre fois plus nombreuses à se rapprocher d'une association.

81,4 % des interrogés estiment avoir été bien accueillis dans les associations et 47% des victimes considèrent que l'association contactée les a aidées dans leurs différentes démarches auprès de l'institution judiciaire.

66% des victimes indiquent avoir été avisées par l'association de la possibilité d'être assistées d'un avocat, tandis que 59% ont obtenu des éclaircissements sur la procédure judiciaire, ce qui leur a permis de mieux la comprendre.

Quant à l'indemnisation, l'enquête révèle que les victimes ayant eu un contact avec une association d'aide aux victimes demandent plus souvent des dommages-intérêts et 35 % des victimes ont obtenu le paiement de la somme allouée en totalité ou en partie.

Enfin, il ressort des déclarations que le rôle joué par les associations est plus marqué en cas d'atteinte aux personnes (50%) qu'en cas d'atteinte aux biens (35%).

### **L'appréciation des victimes sur la réponse judiciaire**

La réponse pénale apportée aux victimes a été à 52 % réalisée par un jugement et à 48 % par d'autres moyens (alternative aux poursuites à titre principal).

Une victime sur deux considère que justice a été rendue :

- 56,50% d'entre elles estiment que la réponse a été rapide,
- 53,50% indiquent que leur situation a bien été prise en compte.

Cette enquête de suivi va nous permettre de nous interroger sur la place des associations dans le processus judiciaire, sur la façon de différencier le traitement des victimes à l'audience, d'adapter les mesures alternatives aux poursuites aux attentes des justiciables et de mieux aider la victime après l'infraction.

Je vous remercie.





**Intervention de M. Alain BOULAY**  
**Président de l'association**  
**«Aide aux Parents d'Enfants Victimes»**

***«Les difficultés rencontrées par les victimes  
et les progrès accomplis»***

Mesdames, Messieurs,

L'association "Aide aux Parents d'Enfants Victimes", l'APEV, que je préside est une association nationale de victimes et d'aide aux victimes.

L'APEV est née en juin 1991, il y a 16 ans, du besoin éprouvé par les parents d'enfants victimes de se rencontrer. Aujourd'hui, l'association regroupe environ 250 familles d'enfants disparus ou assassinés.

Ces parents se sentent perdus face au monde de la justice, mais avec ce besoin commun à toutes les victimes : le besoin de savoir, le besoin de comprendre.

L'APEV est surtout connue du public pour la recherche des enfants disparus suite à nos campagnes d'affichage d'avis de recherche, mais notre premier et principal objectif est l'accompagnement des parents, d'assurer un soutien personnel des familles, permettre aux parents de se rencontrer, de se parler et de s'entraider.

Cet accompagnement s'étale tout au long de la procédure judiciaire, depuis le signalement des faits jusqu'au procès d'assises, et parfois longtemps après.

Parallèlement, l'association essaie de faire prendre conscience aux pouvoirs publics, aux enquêteurs et aux magistrats, des difficultés auxquelles les victimes se trouvent confrontées dans leur vie de tous les jours et dans leurs relations avec l'institution judiciaire.

**Comment les victimes ressentent elles la justice ? :**

“ Manque de considération ”

“ Manque d'humanité ”

“ Manque de respect ”

Voilà les termes employés le plus fréquemment par les victimes lorsqu'elles évoquent leur relation avec l'institution judiciaire.

Notre première constatation est que la victime fait peur.

La société lui attribue a priori un sentiment de vengeance, que seule l'indemnisation financière serait susceptible d'apaiser, et qui lui ôterait toute capacité de comprendre la procédure judiciaire, encore moins d'y participer. Le traumatisme subi par les victimes leur enlèverait tout pouvoir de réflexion, toute capacité de jugement.

Au fil du temps, la société a ainsi réduit la place de la victime, qui a donc longtemps été considérée comme témoin et non comme acteur.

La justice s'est alors limitée à un dialogue entre la société et le justiciable.

Tony Peters l'a très bien écrit, je cite : les victimes ont longtemps été "quantité négligeable", le délit n'étant pas considéré comme une atteinte à la victime, mais comme une atteinte à la norme et à l'autorité. La sanction pénale confirmait donc l'autorité de l'Etat. Il ne restait plus à la victime que la procédure civile.

De là ce sentiment de rejet qu'éprouvent encore actuellement beaucoup de victimes, tout particulièrement au cours du procès. Heureusement, les mentalités, et les lois, évoluent depuis une vingtaine d'années sous la pression des associations.

**Mais des trois parties d'un procès**, les pouvoirs publics, la partie civile et la défense, la partie civile fait encore souvent figure de parent pauvre, certaines familles disent même qu'on ne leur a laissé qu'un strapontin.

Après l'instruction, c'est au cours du procès que les victimes se sentent le plus souvent exclues. Pourtant les victimes attendent le procès comme l'aboutissement de la procédure, car si le procès d'assises est une épreuve, un choc psychologique, c'est enfin l'expression de la justice. Pour la victime, le procès, c'est la reconnaissance du mal qu'elle a subi, c'est la désignation de l'auteur des faits et sa condamnation par la société.

**Le travail de deuil** passe par une phase souvent longue d'acceptation de ce qui est arrivé, pour cela les parents doivent connaître toute la vérité.

L'auteur des faits doit être connu, arrêté et jugé, c'est la seule façon d'avoir une certitude, d'où le traumatisme de certaines victimes lorsque ces conditions ne sont pas remplies :

- non découverte du coupable, d'où l'intérêt de reprendre les affaires anciennes non élucidées
- mort de l'auteur des faits, connu ou non (l'enquête doit continuer)
- déclaration d'irresponsabilité pénale, par application de l'article 122.1.

Dans de nombreux cas, le deuil ne commence véritablement qu'après le procès. Certains psychiatres, psychologues ou certains magistrats refusent cette vision du procès. Pourtant, comment faire le deuil de son enfant si on ne sait pas ce qui est arrivé, si on ne connaît pas les faits, si on ne comprend pas le pourquoi ?

Je pense que le procès a également cette fonction sociale, restauratrice.

Il faut donc que les victimes soient préparées.

Pour cela, l'APEV a organisé **des journées d'information dans un tribunal**, nous en avons fait à Grenoble et à Paris, avec la collaboration de magistrats et d'avocats : visite de la salle d'audience, de la salle des témoins et même des cellules, explication du rôle de chaque acteur et de la symbolique du procès, présentation des différentes phases du procès. L'objectif étant de dédramatiser le côté un peu théâtral d'un procès. Les parents sont ainsi moins impressionnés le jour du procès et comprennent mieux le sens de ce qui se déroule.

Cette préparation est également dispensée par les associations du réseau INAVEM. Nous avons des expériences communes, comme par exemple à Lyon il y a quelques années.

Ensuite, si les parents le souhaitent, nous sommes présents durant le procès pour suivre les débats à leurs côtés, pour les soutenir, et répondre à toutes leurs interrogations.

Très souvent, des victimes se plaignent que l'on parle beaucoup plus du criminel que de la victime durant le procès. Nous essayons de leur expliquer qu'il est normal que l'on évoque plus celui qui est en train d'être jugé, et ce n'est pas la victime.

Par contre les parents peuvent demander à prendre la parole pour évoquer leur enfant, montrer des photos, et même faire témoigner des personnes l'ayant connu, une institutrice, un éducateur, afin de mieux faire comprendre sa personnalité, et le faire revivre quelques instants.

Pour la première fois, à la demande d'une famille, **l'APEV s'est portée partie civile** dans l'affaire FOURNIRET. Nous sommes donc partie prenante aux côtés des familles ; mais également, avec l'INAVEM et le parquet de Reims, l'APEV participera à l'accueil et à l'accompagnement des familles durant les deux mois que devrait durer ce procès, dont la date n'est pas encore fixée.

Comment les parents peuvent-ils se préparer au procès ?

Il faut savoir que lors du procès tout sera dit, de façon parfois brutale, parfois cru, les rapports d'expertises sont difficiles à entendre.

Les victimes doivent s'y préparer avant, elles doivent pouvoir lire le dossier, progressivement, à leur rythme, au fur et à mesure de l'avancement de l'instruction. Le procès se prépare donc durant toute la phase d'instruction, par une information régulière afin de laisser le temps aux victimes de digérer ce qu'elles apprennent.

Cette information est naturellement du ressort du juge d'instruction et des avocats.

Mais les juges n'informent pas systématiquement la partie civile, n'informent pas la victime de l'avancement du dossier malgré l'obligation faite par la loi de juin 2000 d'informer les parties civiles tous les six mois. Parfois c'est même l'avocat qui bloque cette information, qui par une méconnaissance des victimes, croit ainsi protéger leur client.

Pour résumer, l'accès au dossier est un droit, mais comment faire respecter ce droit ? Comment obliger un juge d'instruction à respecter la loi ? Il y a d'un côté la loi, mais de l'autre la réalité... On peut changer d'avocat s'il ne donne pas satisfaction, mais changer de juge d'instruction est beaucoup plus difficile.

Je voudrais vous livrer, maintenant, quelques réflexions sur le déroulement du procès, pour cela je prendrai quelques situations en exemples.

Tout d'abord au niveau du tribunal, les lieux sont-ils adaptés à recevoir les victimes ?

1. Par exemple, l'accès à la salle d'audience : existe-t-il une entrée séparée pour les parties civiles, pour leur éviter d'attendre dehors et de faire la queue avec le public ?
2. Le public, les victimes en font partie, se retrouve souvent mélangé dans la salle des pas perdus avec la famille de la personne jugée. Il serait bon de prévoir une salle séparée avec possibilité pour les victimes de s'isoler si elles le désirent.
3. Et même parfois, il n'y a pas de place pour la partie civile dans le prétoire. Je me souviens lors de deux procès, l'un à Douai l'autre à Metz, l'avocat de la partie civile était assis au premier rang du public, rien n'était prévu pour lui (mais les journalistes avaient eux une place réservée).

Ceci n'est pas une utopie, nous avons suivi un procès à Rennes, et un autre à Lyon, ces conditions d'accueil des parties civiles étaient respectées. C'est donc faisable, et ne dépend que de la volonté du président du tribunal d'intégrer ces principes, de veiller à la bonne organisation de l'accueil des victimes.

**Au cours du procès**, nous demandons l'équilibre des droits entre la défense et la partie civile, pourtant dès le début cet équilibre est rompu : lors du tirage au sort des jurés, la partie civile est la seule des 3 parties à ne pas pouvoir réfuter des jurés, on peut se demander pourquoi ?

Je voudrais aussi aborder un point de procédure qui a été modifié par la loi de juin 2000 : la direction des débats, avant juin 2000, était du ressort du président. Depuis les avocats peuvent s'adresser directement aux témoins.

Nous avons souvent constaté une certaine agressivité des avocats, plus particulièrement de la défense, agressivité qui déstabilise les témoins et les victimes, et ainsi sème le doute dans l'esprit des jurés. Certains témoins le vivent très mal.

A l'APEV, nous demandons le retour à l'ancien système qui assurait une meilleure sérénité des débats.

### **Il est difficile de parler du procès sans aborder la sanction ?**

Pour ressortir apaisé d'un procès, il ne faut être déçu, ni dans le déroulement du procès, ni dans ce qui a été dit, ni dans le verdict.

Avant le procès, les victimes ont besoin qu'on leur explique quelle peine encourt l'agresseur d'après le code pénal (tous les criminels ne seront pas condamnés à perpétuité).

Il ne faut pas donner de faux espoir aux victimes, mais faire en sorte que le verdict corresponde au mieux à leur attente. Quel que soit le crime, rien n'est joué d'avance, il ne faut rien promettre, la sanction est décidée par des jurés d'après ce qu'ils ont vu, entendu, et compris, après délibération entre eux. Les jurés n'ont pas à motiver leur décision prise « en leur âme et conscience », d'où l'incompréhension de certaines victimes.

On peut aussi s'interroger sur le niveau des peines. Sans entamer un débat à ce sujet, quelle est la peine la plus juste ? Combien vaut un assassinat ? Perpétuité ? 30 ans ? 20 ans ? 10 ans ? D'autres pays ont des peines moins sévères qu'en France, ce n'est qu'une question de culture. Par contre, les victimes ont du mal à comprendre que leur agresseur n'ait pas le maximum de la peine prévu par le code pénal. Pour la victime, il est difficile d'admettre que les jurés retiennent des circonstances atténuantes, c'est comme s'ils minimisaient les faits, ça leur est intolérable. L'acceptation, dans ce cas, est beaucoup plus longue.

**Enfin, le droit d'appel** : ce droit est accordé par la loi de juin 2000 au condamné et au ministère public, mais il est refusé à la partie civile, refusé à la victime, encore un déséquilibre des droits. Comme si les victimes n'avaient pas la capacité de prendre la bonne décision.

Avec d'autres associations, nous demandons que ce droit soit accordé aux parties civiles dans les mêmes conditions qu'au condamné.

**Et pour terminer, l'après-procès.** Aujourd'hui, une fois la sanction prononcée, il ne se passe pas grand chose, pour ainsi dire rien.

Nous aimerions que le procureur reçoive les victimes parties civiles pour leur expliquer ce qui va se passer, **après**, comme par exemple :

4. Expliquer le système des remises de peines, pour bien faire comprendre que la durée d'incarcération ne sera pas celle du jugement.
5. Expliquer le droit des victimes dans la procédure de libération conditionnelle, dire à partir de quand le condamné pourra faire cette demande.
6. Et expliquer le droit à l'indemnisation et le fonctionnement de la CIVI.

Toutes ces explications devraient être données de façon systématique et obligatoire par un magistrat et le procureur me semble être la personne la mieux placée pour le faire. Ce serait ensuite lui qui garderait le contact avec les victimes en tant que magistrat référent.

Souvent, après l'énoncé du verdict, nous restons longtemps avec les familles pour parler ensemble et répondre à leurs questions. Il faudrait, au niveau associatif peut-être, systématiser cette sorte de débriefing avec les victimes, afin de savoir ce qu'elles pensent du déroulement de la procédure et du procès.

**Pour conclure**, je voudrais dire que notre but, à l'APEV, n'est pas que les sanctions soient systématiquement les plus lourdes, mais nous voulons que les victimes sachent ce qui est arrivé, et qu'elles puissent comprendre et accepter les décisions de justice, pour pouvoir ensuite se reconstruire. Les relations du monde judiciaire avec les victimes doivent être empreintes d'humanité, de respect et de compréhension. L'accompagnement des victimes n'est donc pas une mission particulière donnée à telle ou telle personne, ce doit être un état d'esprit de l'ensemble des acteurs, magistrats, avocats, enquêteurs, tout au long de la procédure, et bien sur, rester le rôle majeur des associations.



**Intervention de Mme Isabelle BOUCLON**  
**Association «SOS femmes : Villeurbanne**  
**Informations Femmes Familles»**

***«L'accompagnement des victimes»***

Mesdames, Messieurs,

Je souhaiterais, en propos introductifs, vous présenter l'association «VIFF», Villeurbanne Informations Femmes Familles, et ses deux activités principales.

Depuis 29 ans, VIFF gère le quotidien d'un centre d'hébergement pour les femmes victimes de violences au sein de leur couple, contraintes de fuir le domicile commun.

La deuxième activité de l'association est l'aide aux victimes d'infractions. Cependant, du fait de l'histoire de la structure, deux accueils spécifiques, l'un au profit des femmes et l'autre au profit des jeunes, victimes de violences, ont été développés.

Notre service a également mis en place un centre de documentation, spécialisé dans les violences intra-familiales, et travaille en collaboration avec celui de l'INAVEM.

C'est à travers le quotidien auprès des victimes de violences que nous avons appris à les accompagner dans les différents processus de réparation. Dans le cadre de la permanence d'aide aux victimes, nous assurons l'accompagnement au procès pour des victimes dont nous avons suivi le dossier, en partenariat avec le barreau.

Depuis la fin de l'année 2005, une initiative voulue par Mme Véronique ESCOLANO, substitut général près la cour d'appel de Lyon (qui est intervenue ce matin), a été mise en place afin d'organiser l'accompagnement au procès des victimes par les associations d'aide aux victimes. Ainsi, nous assurons une prise en charge de victimes que nous n'avions pas rencontrées dans la cadre de notre action habituelle. Un groupe de travail s'est penché sur les différentes questions soulevées par la mise en place de ce dispositif comme la possibilité pour les victimes de disposer d'une salle de repos dans le tribunal.

Cette initiative implique un regard scrupuleux porté sur les dossiers qui vont en audience, en particulier criminelle, pour déterminer quelles sont les personnes qui pourraient, pour des raisons médicales, sociales ou autres, avoir besoin d'un accompagnement spécifique. En effet, il ne doit pas y avoir systématisation du système : les dossiers sont choisis en fonction des difficultés rencontrées par les personnes.

Tout d'abord, une lettre est adressée aux victimes pour les informer du service mandaté par la cour d'appel pour assurer cet accompagnement. L'association VIFF a choisi de laisser les victimes libres de contacter ou non la structure. Si la personne effectue cette démarche, elle est reçue, où elle le désire, par deux personnels de l'association. Un contact est également établi avec l'avocat. La collaboration avec les conseils se déroule d'autant plus facilement que, dans le cadre de cette mission, nous ne disposons d'aucun mandat de défense ou de représentation.

L'accompagnement est le «vivre ensemble des moments douloureux» (Professeur Cario) et non confisquer la parole à la victime.

Le partenariat existant avec les associations de victimes, spécialisées, permet aussi d'échanger des savoir-faire.

Cette initiative au profit des victimes relève d'un travail minutieux, en coordination avec le magistrat coordinateur du dispositif.

Je vous remercie.

## **Discours de Mme Rachida DATI Garde des Sceaux, ministre de la justice**

Madame la Ministre,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis heureuse d'assister à cette rencontre. Cette journée a été souhaitée par Nicolas Sarkozy en 2003, alors qu'il était ministre de l'intérieur.

Vous le savez, la volonté du président de la République est entière sur le sujet, et j'ai pleinement conscience de la politique d'envergure qu'il faut mener pour replacer la victime au cœur de notre système judiciaire.

Vous connaissez mieux que quiconque les conséquences et trop souvent définitives de la violence. Vous savez que les victimes, ce ne sont pas les autres, ce ne sont pas des malchanceux qui se trouvent au mauvais endroit au mauvais moment.

Non, la victime, cela peut être chacun d'entre nous, un parent, un proche. La violence peut briser une vie ou détruire une famille. Je connais l'importance du travail que vous fournissez sur le terrain, aux côtés des victimes.

En 2006, 190 000 personnes ont été accueillies, informées dans les permanences d'accueil de victimes. Cette mission d'écoute est essentielle. Je sais également que vous êtes une force de proposition. Je serai toujours à votre écoute. Les services de mon ministère seront toujours à votre écoute.

La justice doit jouer son rôle pour prévenir la violence. La politique de lutte contre la délinquance menée depuis 2002 a porté ses fruits. La délinquance a baissé de 9,4% en cinq ans. Cela signifie, qu'en cinq ans, 1 153 000 victimes ont été épargnées.

Des nouveaux outils ont été développés. Je prendrai deux exemples.

Nous avons créé un fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles. Ce fichier est opérationnel depuis 2005. Il permet d'éviter le renouvellement des infractions sexuelles. A ce jour, ce fichier traite près de 38 000 dossiers. Ce sont aussi depuis sa création 410 000 consultations par les personnes habilitées à le faire.

Quant au fichier national automatisé des empreintes génétiques, vous le savez, il est en constant développement. Au 30 juin 2007, 515 630 profils sont gérés par la base dont 140 870 profils de condamnés.

Le ministère de la justice a mis en place la procédure d'alerte enlèvement en février 2006 lorsqu'un enfant est enlevé. Cette procédure a été utilisée à trois reprises. Avec l'aide des médias, cinq enfants ont été retrouvés. Le 13 janvier dernier, c'est un bébé de 18 jours, le petit Bilel, qui a été sauvé grâce à un usager du RER alerté par la diffusion du message.

Je souhaite poursuivre cet effort, en luttant contre la récidive. La récidive n'est pas un phénomène marginal. Il suffit pour en prendre la mesure de considérer les chiffres. Ils parlent d'eux-mêmes : entre 2000 et 2005, le nombre de condamnations en récidive pour les crimes et délits a augmenté de près de 70 %, de plus de 145 % pour les crimes et délits violents. 30% des mineurs condamnés récidivent dans les cinq années qui suivent.

Nous ne pouvons rester sans rien faire face à cette augmentation. Nous le devons aux victimes de ces délinquants qui ne peuvent pas comprendre que la justice ne réagisse pas.

Le projet de loi adopté hier par le Sénat met en œuvre des engagements clairement exprimés lors de la campagne présidentielle. Il renforce la lutte contre la récidive et la multirécidive, tant pour les majeurs que pour les mineurs. Il le fait particulièrement pour les infractions de nature sexuelle.

Le premier volet de ce texte :

Il instaure des peines minimales d'emprisonnement dès la première récidive applicables tant aux majeurs qu'aux mineurs. En cas de seconde récidive, c'est-à-dire lorsqu'une personne commet pour la troisième fois des crimes ou des délits violents, la loi sera encore plus ferme.

Face à un récidiviste, le tribunal correctionnel sera tenu de motiver le choix de la peine lorsqu'il décide de prononcer une peine en deçà de la peine minimale.

Le deuxième volet de ce projet de loi concerne les mineurs.

Un mineur de plus de 16 ans qui aura commis deux vols avec violence et qui en commettra un troisième encourra désormais les mêmes peines qu'un majeur.

Le troisième volet de ce projet concerne le suivi médical et psychiatrique nécessaire aux personnes condamnées en particulier pour des infractions de nature sexuelle.

Le recours à une injonction de soins sera obligatoire dès lors qu'une expertise aura conclu à une possibilité de traitement.

Les détenus seront incités fermement à se soumettre aux soins et ce sera un préalable à la possibilité de bénéficier d'une libération. Ces soins sont nécessaires pour garantir que ces délinquants, et notamment les délinquants sexuels, ne récidiveront pas et ne briseront pas la vie d'une autre victime.

Je souhaite également lutter plus fermement contre la délinquance des mineurs. La délinquance des mineurs augmente. Elle est de plus en plus violente. Elle concerne des tranches d'âge de plus en plus jeunes. En 5 ans, le nombre de mineurs condamnés pour des délits de violence a augmenté de près de 40%.

En 2006, la part des mineurs dans le total des personnes mises en cause pour l'ensemble des crimes et des délits est de 18%. Elle s'élève à 45% pour les vols avec violence.

Nous ne pouvons pas laisser se développer le sentiment d'impunité. J'ai ainsi décidé d'adresser aux parquets une circulaire d'action publique en matière de délinquance des mineurs. Elle prône un principe simple « une infraction - une réponse ».

Cette fermeté, nous la devons aux victimes. Mais elle sert également les mineurs. 80% des mineurs sanctionnés ne récidivent pas. Appliquer rapidement une sanction, c'est éviter que des violences puissent se renouveler.

Je souhaite enfin lutter contre les discriminations. La discrimination est une réalité pour beaucoup de nos concitoyens.

Je rappelle quelques faits qui doivent nous faire réagir : à diplôme et compétences égales, un handicapé a 15 fois moins de chance de décrocher un entretien qu'une personne non handicapée ; un homme d'origine étrangère, 5 fois moins ; un homme âgé de plus de 50 ans, 4 fois moins ; une femme avec 3 enfants, près de deux fois moins.

Les victimes ont souvent peur de témoigner. Elles ont souvent du mal à apporter la preuve de la discrimination.

La justice ne peut pas rester aveugle aux souffrances que rencontrent ces victimes.

C'est pourquoi je souhaite créer dans tous les parquets un pôle anti-discrimination. Il y aura un magistrat référent et un délégué du procureur de la République dédiés à la lutte contre les discriminations. Le magistrat référent devra aller sur le terrain pour prendre toute la mesure des difficultés. Il s'appuiera sur des délégués du procureur impliqués dans la lutte contre les discriminations.

Ces pôles anti-discrimination susciteront des signalements. Ils devront aussi accompagner les victimes de discrimination. Car l'accompagnement des victimes est aussi un enjeu essentiel. La justice doit soutenir les victimes.

Les progrès qui ont été accomplis ces dernières années ont été importants. La loi d'orientation du 9 septembre 2002 et la loi du 9 mars 2004 ont renforcé notablement l'accès au droit et l'information des victimes. Elles ont permis aux victimes d'obtenir la désignation d'un avocat dès le début de la procédure. Elles ont permis aux victimes d'être informées des motifs de classement sans suite.

Elles ont permis l'octroi de l'aide juridictionnelle sans condition de ressources pour les victimes des crimes les plus graves.

La loi du 9 mars 2004 et la loi du 12 décembre 2005 relative à la prévention de la récidive ont également donné une vraie place à la victime au stade de l'exécution des peines. L'avocat de la partie civile peut présenter ses observations devant les juridictions de l'application des peines lors de l'examen d'une demande de libération conditionnelle.

Dans le même temps, l'amélioration de la prise en charge sanitaire, sociale et psychologique de la victime et le renforcement de la lutte contre les violences faites aux personnes les plus vulnérables se sont affirmés comme des priorités.

Mais je souhaite aller plus loin. Je ne veux pas que les délinquants aient plus de droits que les victimes. La victime doit compter plus que le délinquant. Elle doit avoir des droits propres qu'elle doit pouvoir pleinement exercer.

Parce que la victime est une personne en souffrance, nous devons en premier lieu, la respecter et lui donner cette considération à laquelle a droit tout être humain et que l'infraction est venue nier. L'injustice, c'est quand une société ignore ses victimes.

Je veux axer mon travail autour de 3 priorités :

Sécuriser les victimes :

Du fait de la routine, du fait d'une absence de remise en cause des habitudes, les institutions répondent souvent de façon inadaptée aux attentes des victimes. Nous devons chercher à améliorer sans cesse l'écoute des victimes.

Respecter les victimes :

Le sentiment de sécurité passe par le respect de l'autre. C'est un point essentiel de l'action que j'entends mener en renouvelant les modalités de lutte contre les situations les plus injustes. Le droit à la parole, l'audition de la victime en justice, un accès facilité à l'information sur l'évolution de la procédure sont des nécessités. Vos associations connaissent l'importance de ces questions.

Informier et expliquer :

Trop souvent encore, les victimes font part de leur incompréhension face aux complexités des procédures judiciaires. Il s'agit aussi bien de la répression que de l'indemnisation. Il faut lutter contre cette incompréhension.

Nous ne pouvons pas laisser les victimes désemparées face à l'institution judiciaire. Là encore, le rôle que vous jouez est fondamental. Le soutien que vous apportez, jour après jour, aux victimes et parfois tout au long de la procédure, est le meilleur moyen de répondre à ces défis.

A ce titre, il conviendra de nous interroger sur les possibles évolutions de votre représentation et de votre rôle aux seins de différents organismes, je pense ici en particulier au Conseil National de l'Aide aux Victimes (CNAV). Ainsi, je ne vois pas à quel titre les représentants des collectivités locales seraient plus à même de siéger au CNAV que vos associations.

Je souhaite donc que, sous une forme ou sous une autre, vous puissiez y apporter votre expérience et vos réflexions en y participant directement.

Mais l'institution judiciaire doit également répondre à ces enjeux.

C'est à cet objectif que répondra la création du juge délégué aux victimes, à compter du 1er septembre 2007. La mise en place de ce juge marquera de façon lisible, la prise en compte des victimes par l'institution judiciaire et permettra à celles-ci d'être reçues par un magistrat et par ses collaborateurs qui seront à leur écoute.



Cet accueil est essentiel pour les publics en difficultés qui ne maîtrisent pas la communication «à distance» et éprouvent des difficultés à formuler leurs demandes même lorsqu'ils sont assistés par un conseil. Le juge délégué aux victimes aura pour principales missions de :

Remédier à la dispersion des actions et des responsabilités en guidant la victime dans les méandres de l'institution judiciaire.

Veiller à la qualité de la réponse judiciaire dans tous ses aspects qu'il s'agisse :

- de la protection de la victime après la libération du condamné. Par exemple, il s'agira de recueillir la volonté de la victime d'être informée des modalités d'exécution de la peine d'emprisonnement ainsi que du suivi de cette volonté.

- de veiller à l'indemnisation par le condamné ou par les dispositifs existants. En matière d'indemnisation, il y a lieu là encore de ne pas inverser les rôles. Certes, la victime doit s'impliquer dans les démarches d'indemnisation qui participent bien souvent à sa reconstruction.

Cependant cette demande ne doit pas être le parcours du combattant et ajouter à la peine légitime de la victime des tracasseries supplémentaires.

Tant que je serai ministre, je ne considérerai jamais qu'il appartient à la victime de faire le travail de l'administration judiciaire. Ce n'est pas à la victime de rechercher son dossier dans les méandres des procédures.

J'ai donc demandé à mes services d'étudier rapidement la possibilité de mettre en place un service d'aide au recouvrement des dommages et intérêts. Les victimes pourraient ainsi se voir proposer une aide au recouvrement par un service spécialisé les dispensant par exemple de l'avance de frais.

Vous l'aurez compris, par cette nouvelle fonction de juge délégué aux victimes, il s'agit de se tourner vers les attentes des victimes.

Je pense à ces femmes victimes de violences conjugales. Elles ont parfois peur de demander l'exécution d'un jugement, peur de donner leur nom à l'avocat du condamné, peur de se faire connaître et de s'exposer ainsi au regard de tous ou aux représailles. Ces femmes sont marquées par ce qu'elles ont subi. Elles revivent leur drame au moment de l'audience. Elles ne doivent donc pas vivre un nouveau drame au moment de l'exécution de la condamnation.

L'objectif est clair. La complexité de la justice ne doit pas laisser de côté les victimes. Le juge délégué aux victimes doit être leur interlocuteur. Il doit les restaurer dans leurs droits et leur dignité.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire après avoir pris mes fonctions au sein du ministère de la justice. Il ne s'agit que de premiers chantiers.

J'examinerai avec attention vos propositions issues de vos travaux. Mais je veux vous assurer que je veux développer une véritable politique en direction des victimes.

Il s'agit pour moi d'un enjeu essentiel car il concerne l'ensemble de la société. Chacun d'entre nous a été ou peut être une victime. Chaque Français est solidaire des personnes qui souffrent de la violence.

Je vous remercie de votre attention.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

## **7ème rencontre avec les associations d'aide et de victimes le 06 juillet 2007 à l'EONG de Melun**

### **Discours de clôture de Mme Michèle ALLIOT-MARIE Ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales**

Madame le ministre, chère Rachida,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires et élus,  
Mesdames et messieurs les magistrats et avocats,  
Monsieur le Directeur général de la gendarmerie nationale,  
Monsieur le Directeur général de la police nationale,  
Mesdames et Messieurs les présidents d'associations,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis particulièrement heureuse de conclure cette 7<sup>e</sup> journée des associations d'aide et de victimes.

Je suis heureuse d'accueillir le Garde des Sceaux, Rachida DATI dans cet amphithéâtre de l'Ecole des Officiers de la Gendarmerie Nationale de Melun.

La présence des deux ministres de la Justice et de l'Intérieur aujourd'hui avec vous a un sens particulier.

Elle symbolise la chaîne de la sécurité que je souhaite voir renforcée au profit des Français.  
Cette chaîne est constituée de plusieurs maillons, indissociables et indispensables. L'Etat et ses agents bien sûr, mais aussi les collectivités territoriales, et notamment les maires dont le rôle en matière de prévention de la délinquance a été affirmé par le législateur.

Les associations également, nombreuses ici, et qui jouent un rôle déterminant depuis plusieurs années en matière d'aide et d'accompagnement des victimes, mais aussi les travailleurs sociaux, ou les psychologues.

Chacun de ces acteurs doit à la fois jouer pleinement son rôle particulier et être conscient que de la coordination de tous dépend l'efficacité de notre politique de sécurité.

Rien ne sert de les opposer de manière stérile.

Nous avons besoin de tous et de chacun : de policiers et de gendarmes, d'éducateurs comme de magistrats qui garantissent nos libertés individuelles.

Nous y travaillons, Rachida DATI et moi, afin d'assurer, chaque jour et en toutes circonstances, la sécurité des Français dans les meilleures conditions.

En matière de protection des victimes et de sécurité, le ministère de l'intérieur a bien sûr une responsabilité et un rôle particulier à jouer. Il est d'abord par nature le ministère de la protection des Français et de leur sécurité.

Il est celui de l'autorité de la loi, de la lutte contre la violence et de la dissuasion de la délinquance. Le ministère de l'intérieur est simultanément celui de l'aide et du soutien aux victimes.

## **1. Ministère de la protection des Français d'abord**

Dans ce cadre, il m'appartient avant tout de poursuivre la diminution de la délinquance. Sa conséquence directe et immédiate, c'est la diminution du nombre de victimes, et de leurs souffrances.

Un effort particulier doit porter sur les violences aux personnes, celles faites aux plus vulnérables et aux plus fragiles d'entre nous.

La confiance renouvelée entre police et population est une des conditions de notre efficacité. Dans ce même souci d'efficacité, et de rétablissement de la confiance entre la police et la population, je souhaite une police territorialisée et localisée.

Ses membres seront ainsi en relation constante avec le terrain, les habitants, les élus et les responsables associatifs.

La réduction de la délinquance passe aussi par un véritable travail d'anticipation des nouvelles menaces et des nouvelles formes de violences.

Il faut pour cela réfléchir aux évolutions de la société française, comme à ce qui se passe hors de nos frontières, afin de rechercher des solutions immédiates.

C'est pourquoi j'ai décidé de créer au sein du ministère de l'intérieur, une direction des affaires stratégiques, chargée de nous éclairer sur les nouvelles formes de menaces afin que nous y soyons préparés et en mesure d'y répondre de la manière la plus rapide et la plus efficace.

## **2. Le ministère de l'intérieur est aussi celui de l'autorité et de la dissuasion**

Trouver les coupables et les remettre à la justice pour qu'ils soient punis, c'est le rôle de la police. Par son efficacité dans la lutte contre la délinquance, elle donne toute sa force à la loi.

Il faut donc faire progresser encore le taux d'élucidation. Une affaire élucidée, c'est une victime rétablie dans ses droits. C'est un moyen de lui faire justice, mais c'est aussi un moyen d'empêcher un criminel ou un délinquant de récidiver.

A cet égard, la police technique et scientifique est plus que jamais un enjeu décisif et un incontestable facteur de progrès.

Nous devons améliorer l'administration de la preuve. Je ferai donc de la police technique et scientifique une priorité de la prochaine LOPSI.

Ainsi, les fichiers automatisés des empreintes digitales et les empreintes génétiques devront être déployés plus largement, l'informatique embarquée et la géolocalisation systématisées, les caméras embarquées et les systèmes automatisés de reconnaissance des plaques minéralogiques multipliés.

## **3. Enfin, le ministère de l'intérieur est celui de l'aide et du soutien aux victimes**

Il l'est de manière quotidienne dans l'action des forces de sécurité. Elles sont les interlocuteurs immédiats des victimes.

Il leur revient de leur apporter un indispensable réconfort et soutien, mais aussi des réponses concrètes et techniques sur l'avancement des investigations notamment.

Je souhaite que nous progressions encore et ce, dans deux directions : l'accès aux services et l'accompagnement des victimes.

En ce qui concerne l'accès aux services, je souhaite mettre en place les moyens les plus modernes pour en faciliter l'accès et pour aboutir à la manifestation de la vérité.

J'ai donc prévu d'inscrire dans la future loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, la possibilité de déposer plainte en ligne. Pour les infractions qui, de manière quotidienne, alimentent l'insécurité, un commissariat virtuel pourra enregistrer les dépositions des victimes.

En ce qui concerne l'accompagnement, le réseau des intervenants a été densifié et diversifié. Ainsi, à côté des correspondants départementaux d'aide aux victimes et des bureaux d'aide aux victimes, ont été mis en place un réseau de travailleurs sociaux, des permanences d'associations et de psychologues, ces derniers recrutés directement par le ministère de l'intérieur.

Pour aller plus loin, je veux inscrire cette démarche dans la durée.

D'ici à la fin de l'année, je ferai évaluer le dispositif des psychologues en commissariat et, en fonction des conclusions, cette large expérimentation pourra être étendue.

La politique d'accueil des victimes doit être de qualité.

Son évaluation nécessaire passe par la mise en place de contrôles anonymes et inopinés effectués dans les commissariats et les brigades de gendarmerie. Près de 220 opérations de ce genre ont été conduites au niveau national. Ces enquêtes de satisfaction sont de véritables instruments de mesure de la qualité de l'accueil, permettant d'adapter les dispositifs d'accueil.

Enfin, en matière d'enquête, je souhaite systématiser les prélèvements de police technique et scientifique dans le cas des cadavres enterrés sous X, pour lever ces doutes insupportables dont peuvent être accablées les familles des disparus.

Je n'oublie pas les victimes de la violence routière.

Depuis 2002, plus de 10 000 vies ont été sauvées et plus de 100 000 blessés évités. Il ne faut pas baisser la garde. L'expérience montre que seule « une mise sous tension constante » permet de consolider les acquis et de continuer à progresser.

La lutte contre l'alcool et les stupéfiants au volant, le respect des limitations de vitesse font plus que jamais partie des voies de progrès.

Je doterai donc les services de police et de gendarmerie d'un système simple, rapide et fiable de dépistage de la drogue au volant reposant sur des tests salivaires.

L'expérimentation de trois mois que j'ai lancée le 15 juin dernier dans le Val d'Oise permettra de vérifier la fiabilité des tests salivaires et de sensibiliser le public.

Si l'expérimentation se révèle positive, le nouveau dispositif entrera en vigueur début 2008.

La France deviendra alors le premier pays à se doter de contrôles salivaires qui permettront de détecter immédiatement la présence de stupéfiants chez les conducteurs.

Mesdames et Messieurs,

Les victimes sont plus que jamais au cœur de la politique de sécurité intérieure qu'il m'appartient de définir et de conduire.

Vous pouvez compter sur mon engagement, ma détermination et mon écoute.

Je serai avec vous pour vous aider dans un combat qui est le nôtre.

Je vous remercie

## Associations présentes le 6 juillet 2007

ASSOCIATIONS	REPRESENTANTS
Action innocence France	Madame Chantal D'ABOVILLE Madame Myriam MEUNIER
Aide aux parents d'enfants victimes APEV	Monsieur Alain BOULAY Madame BOULAY
AAVIP	Monsieur Jacques LAVAL Madame Françoise BOURA Madame Maryvonne HARRY
Angélique : un ange est passé	Madame Isabelle BOCQUEL Madame Marie-Pierre MAZIER Monsieur Jacky KULIK Madame Martine CAPIEZ
Association Estelle	Monsieur Eric MOUZIN Madame Véronique LEFEVRE
Association pour la Protection contre les Agressions et Crimes Sexuels APACS	Monsieur Edouard DE VIENNE Madame Anne BORDIER
Association de Parents d'Enfants Accidentés par Strangulation APEAS	Madame Françoise COCHET Madame Géraldine COM-DOLLO
Association internationale des victimes de l'inceste AIVI	Madame Isabelle AUBRY Madame Aude FIEVET
Association contre les Violences faites aux Femmes au Travail AVFT	Madame Catherine LE MAGUERESSE Madame Gwendoline FIZAINÉ Madame Maryline BALDECK
Association Nationale de Défense des Victimes de l'amiante	Monsieur Pierre PLUTA
Association contre l'aliénation parentale ACALPA	Madame Olga ODINETZ Monsieur Jean-Jacques FIDELIS
Collectif contre l'homophobie	Monsieur Hussein BOURGI Monsieur Jean-Bernard GEOFFROY
Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés	Madame Catherine ZVILOFF Madame Hansu YALAZ
Comité Contre l'Esclavage Moderne CCEM	Madame Angèle NAJJAR Mademoiselle Bénédicte BOURGEOIS
Centre National d'Information aux Droits des Femmes et des Familles CNIDFF	Madame Annie GUILBERTEAU Madame Dolorès ZLATIC
Christelle	Madame Marie-Rose BLETRY Madame Marie-Claire GIL
Delphine-Cendrine	Monsieur Christian STAWOSKI
Droit@l'enfance	Madame Marie-Pia HUTIN-HOUILLOIN Monsieur Carlos ARNALDO
Enfance et partage	Mademoiselle Christine MARIET
Fédération d'associations d'aide aux victimes d'accidents médicaux et à leur famille	Madame Marie-Solange JULIA
Fédération internationale des victimes d'accidents aériens	Monsieur Denys BOUTHILLON
Fédération pour la Prévention d'Aide et de Soutien aux Victimes de Violences	Madame Geneviève CELANT Monsieur Gérard ROUDIL
Fédération Nationale Solidarité Femmes FNSF	Madame Marie BELLANGER Madame Sénérate CHAFIK

<b>Fédération nationale des victimes d'accidents collectifs – FENVAC</b>	Monsieur Jean-Jacques MENGELLE-TOUYA Monsieur Stéphane GICQUEL
<b>Fondation pour l'enfance SOS enfants disparus</b>	Monsieur Jean-Philippe GUEDON Madame Laurence HUDRY
<b>Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles GAMS</b>	Madame Sophie SOUMARE Madame Koita OUMOU
<b>Innocence en Danger</b>	Madame Homayra SELLIER Madame Christine MELLERIO
<b>INAVEM</b>	Monsieur Hubert BONIN Madame Sabrina BELLUCCI
<b>L'enfant bleu</b>	Madame Noemi VERMEIL Madame Isabelle GUERY
<b>La Mouette</b>	Madame Annie GOURGUE Madame Annie DALL'AGNOL
<b>La voix de l'enfant</b>	Madame Martine BROUSSE Madame Marie-Laure JOLIVEAU
<b>La ligue contre la violence routière</b>	Madame Chantal PERRICHON
<b>Les disparues de l'Yonne</b>	Monsieur Pierre MONNOIR Madame Corinne HERMANN
<b>Les enfants ne vont pas à l'école pour mourir</b>	Monsieur Stéphane BRUNELLE Monsieur Philippe PARDIMENE
<b>L'autre cercle</b>	Madame Catherine TRIPON
<b>Manu association</b>	Monsieur Jean-Yves BONNISSANT Madame Pascale BONNISSANT
<b>Marilou</b>	Madame Marie TRANCHET Madame Elisabeth PETIOT
<b>SOS attentats</b>	Madame Françoise RUDETZKI
<b>SOS Benjamin</b>	Madame Magali DUWELZ Madame Marie-Claire FERRET Monsieur Gérard WETZEL
<b>SOS Victimes de la route</b>	Monsieur Jean NAUD Monsieur Jean-Jacques DEBENEST
<b>UNDDE</b>	Madame Elisabeth LETOUX Madame Sophie CHAMBEFORT
<b>Union nationale des familles de traumatisés crâniens</b>	Monsieur Jean-Paul DUIVON Madame Françoise DUIVON
<b>Victimes et Citoyens</b>	Madame Marie-Claude ADIDA Monsieur Jean-Paul BONLARON
<b>Victimes en série VIES</b>	Madame Dahina SY-LE GUENNAN Monsieur Christian SEYS
<b>VICTIMO</b>	Monsieur Marc SYLVESTRE
<b>Victimes de l'insécurité</b>	Monsieur Christian FERNANDEZ Monsieur Guy CHEVALIER